REVOLUTION SOCIALISTE

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Le capitalisme n'est pas réformable : Etats-Unis socialistes d'Europe !

12 mars 2009, usine Continental de Clairoix, / photo SIPA

Antilles Union Européenne Université NPA

n° 30 mai 2009 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

1 300 chômeurs chaque jour
Le capitalisme n'est pas réformable, Sarkozy encore moins !

La révolte ouvrière

Les medias ont, pendant ces dernières années, seriné que la classe ouvrière avait disparu et qu'il n'y avait plus que des « classes moyennes ». Pour cela, ils réduisaient le prolétariat aux ouvriers de l'industrie. Ensuite, ils prétendaient que les ouvriers d'industrie étaient une espèce en voie de disparition. Les plus sophistiqués en donnaient la raison : l'économie était devenue immatérielle et la classe ouvrière avait fondu au soleil du progrès comme la paysannerie autrefois.

Il fallait en déduire que l'aspiration du prolétariat à l'égalité et au communisme, ainsi que la théorie marxiste qui l'exprime consciemment, étaient des utopies dépassées. Aux jeunes et aux travailleurs qui en doutaient, les chefs du Parti « socialiste », du Parti « communiste » français et de la Ligue « communiste » « révolutionnaire » confirmaient que la dictature du prolétariat était dorénavant à proscrire, que la Révolution russe de 1917 était aussi caduque qu'elle avait été vaine.

Le mythe de la disparition de la classe ouvrière et de la suprématie de l'immatériel n'empêchait nullement les chiens de garde intellectuels de la classe dominante de poursuivre leur existence quotidienne, généralement confortable, sur la base de biens et de services produits presque en totalité par des travailleurs salariés de plus en plus nombreux (et, pour le reste, fournis par des travailleurs indépendants dont le nombre diminuait).

Un tel discours servait surtout à dissimuler le maintien et l'accroissement de l'exploitation des ouvriers, des employés, des techniciens, etc. par leurs maîtres de la classe capitaliste (de moins en moins nombreux, eux) afin d'en tirer la plus-value, source des profits de tout type, y compris financiers. Grâce aux profits, la bourgeoisie, en investissant, pouvait poursuivre et augmenter la production capitaliste de marchandises, et aussi, en consommant l'autre partie, jouir d'un train de vie digne d'actionnaires et de managers : personnel domestique, Rolex, complets Armani, et aussi jets, yachts et villas comme ceux qui sont prêtés par ses amis reconnaissants à Sarkozy.

Patatras ! Face à la crise capitaliste, à la montée du chômage, les esclaves salariés se rebiffent. Et cela se voit : 2,5 millions dans la rue le 29 janvier, 3 millions dans la rue le 19 mars. Plus encore, ceux d'entre eux qui sont confrontés aux licenciements collectifs réagissent avec une colère grandissante, qui déborde bien souvent les appareils syndicaux : occupations, saccage d'une sous-préfecture par ceux de Continental (Oise), séquestration de dirigeants de l'entreprise par ceux de Sony (Landes), 3M (Loiret), Caterpillar (Isère), Scapa (Ain), Faurecia (Essonne), Molex (Haute-Garonne), FM Logistic (Moselle), etc.

Phénomène plus inquiétant encore pour l'ordre bourgeois, 200 ouvriers exaspérés de Caterpillar ont rejeté l'accord conclu en leur nom par les chefs syndicaux, obligeant les responsables CGT à tourner leur veste et à le dénoncer après l'avoir signé :

> *Les syndicats et la direction de Caterpillar réunis au ministère de l'Économie avaient annoncé dimanche soir la conclusion d'un plan de fin de conflit devant être soumis par référendum aux salariés avant mercredi (...). Des salariés de Caterpillar, furieux des conditions de l'accord signé à Paris, ont voté contre ce protocole lors d'une AG mouvementée lundi soir.* (*AFP*, 21 avril 2009)

Le vent tourne. Des milliers de travailleurs empiètent sur la propriété privée, traitent leurs exploiteurs comme les ennemis qu'ils sont. Des milliers réalisent que les bureaucraties syndicales tiennent plus à cogérer avec les patrons qu'à défendre les salariés. Des millions pourraient les suivre. Voilà qui inquiète un ancien premier ministre :

> *Oui, il y a une forte colère qui s'exprime dans notre pays, oui il y a un risque révolutionnaire en France.* (Dominique de Villepin, 19 avril 2009)

Révolution socialiste n° 30

Éditorial p. 2
Adresse du 1er mai p. 10
Université p. 13
Guadeloupe, Martinique p. 17
NPA p. 21
Union européenne p. 27
Révolution d'Octobre p. 32
Interventions p. 34
Bulletin d'abonnement p. 36
Liste des brochures p. 26

revolution-socialiste.info

« L'État de droit » : parachute doré pour les PDG, saut dans le vide pour les salariés

Dans ces conditions, le parti fascisant essaie de détourner la colère ouvrière vers l'Union européenne et vers les ouvriers étrangers :

> *Moi je vais proposer aux ouvriers, plutôt que d'aller séquestrer tel ou tel manager, d'aller peut-être séquestrer leurs députés, parce qu'en réalité ce sont eux les responsables des délocalisations, ce sont eux les responsables des lois scandaleuses, des directives de l'Union européenne qui poussent à la destruction de l'industrie française.* (Marine Le Pen, FN, 15 avril 2009)

Les séquestrations ont continué, malgré les menaces du Président de la République :

> *Qu'est-ce que c'est que cette histoire d'aller séquestrer les gens ? On est dans un État de droit. Je ne laisserai pas faire les choses comme ça.* (Nicolas Sarkozy, 7 avril)

Peut-être que les travailleurs menacés de licenciement préfèrent agir eux-mêmes parce qu'ils se souviennent de mensonges des patrons et du gouvernement, qu'avaient cautionnés certains dirigeants syndicaux. Devant les caméras, Sarkozy avait garanti l'emploi à l'usine Arcelor-Mittal de Grandrange (Moselle) le 4 février 2008. Moins de quatorze mois plus tard, le 31 mars 2009, elle a fermé. Les travailleurs de l'usine Continental de Clairoix avaient consenti à travailler 40 heures hebdomadaires sans hausse de salaire, en janvier 2008, contre la promesse du maintien du site au moins jusqu'en 2012.

Face aux séquestrations, la principale organisation patronale a déclaré :

> *Dans un État de droit, on ne peut jamais légitimer ce qui n'est pas légal. Il faut faire attention à certains discours qui consistent à dire que l'injustice et le désespoir peuvent justifier ce qui est fait.* (Laurence Parisot, Medef, 21 avril 2009)

Il est vrai que jamais les PDG n'ont séquestré quiconque pour bénéficier de revenus mirifiques, sans parler des parachutes dorés et des bonus exorbitants. Il leur suffit d'appartenir à la classe dominante. Voici deux exemples de la « moralisation » du capitalisme selon Sarkozy : Axel Miller, PDG sortant de la banque Dexia, va empocher une prime de départ de 825 000 euros (soit 625 SMIC bruts mensuels) ; Thierry Morin, PDG sortant de Valeo, va toucher une prime de départ de 3,2 millions d'euros (soit 2 422 SMIC mensuels). Valeo a reçu 19 millions d'euros de l'État au titre de l'aide à l'industrie automobile ; Dexia a reçu 6,4 milliards d'euros au titre du sauvetage des banques. Valeo va licencier 5 000 salariés dans le monde ; Dexia va licencier 900 salariés.

Tout cela est conforme à « l'État de droit », c'est-à-dire à l'État bourgeois qui promulgue le droit bourgeois. Cependant, la présidente du Medef ne se montre pas toujours aussi respectueuse du droit. Elle a couvert la « caisse noire » de la principale fédération du Medef (l'UIMM) qui servait à aider les patrons en cas de grève et à acheter les chefs syndicaux. Elle a dénonce le « droit du travail » qui témoigne, tout en restant compatible avec l'exploitation capitaliste, de concessions à la classe ouvrière :

> *La liberté de penser s'arrête là où commence le Code du travail.* (Laurence Parisot, 18 janvier 2005)

On chercherait en vain, en ce domaine, chez les présidents successifs du Medef ou de la CGPME, une quelconque protestation contre les multiples manquements à « l'État de droit » de la part des employeurs, en particulier le licenciement de centaines de militants syndicaux chaque année. Quand le droit prévoyait que les délits de patrons pourraient faire l'objet de poursuites comme des vulgaires voleurs de portables et de scooters, le Medef a exigé l'exemption pour les voyous en costume ou en tailleur. Dès son élection, Sarkozy s'est engagé, devant l'université d'été du Medef, à « dépénaliser le droit des affaires ».

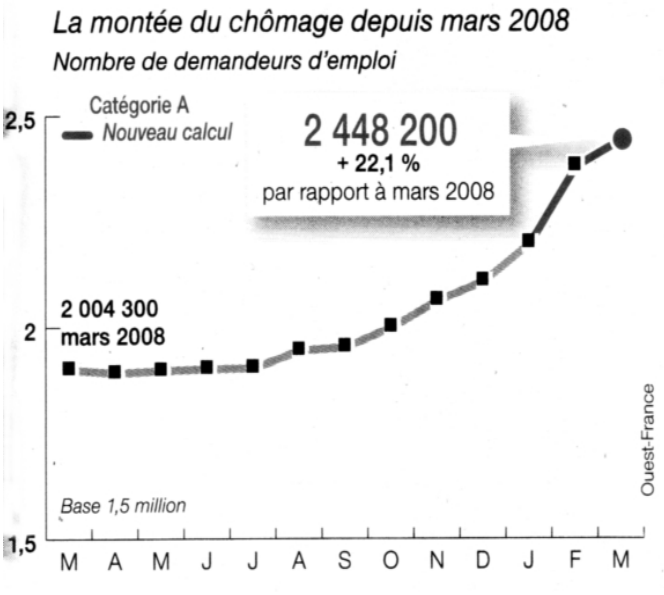
170 jours de séquestration pour Julien Coupat, 8 ans de séquestration pour le peuple afghan

En accusant « certains discours » d'inciter à séquestrer, Parisot fait écho au gouvernement et au parti présidentiel :

> *On ne dénonce pas assez ceux qui jettent de l'huile sur le feu, ceux qui comme Mme Royal ce week-end jouent les pompiers pyromanes, en disant qu'on est passé avec elle de l'ordre juste au désordre juste.* (Yves Jégo, secrétaire d'État à l'outre-mer, 6 avril 2009)

> *M. Besancenot n'est autre que la vitrine légale des casseurs.* (Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, 6 avril 2009)

Les porte-paroles de la bourgeoisie dénoncent les dirigeants des partis politiques qui, vivant des votes des travailleurs, peuvent difficilement condamner les séquestrations (PCF, PS, PdG, LO, NPA). En fait, ils



Aujourd'hui en France

CRISE BOURSIERE : CHRISTINE LAGARDE S'EXPLIQUE

« Ce n'est pas un krach »

visent la classe ouvrière elle-même, accusée de « sabotage », d'être des « casseurs ».

> *La séquestration de certains dirigeants d'entreprises, les coupures de courant sauvages qui ont eu lieu ces derniers jours : c'est du sabotage, ça n'est pas la grève, ça n'est pas de l'action sociale.* (François Fillon, premier ministre, 17 avril 2009)

Sarkozy revient aux thèmes de l'insécurité et de l'immigration pour diviser les exploités et justifier l'hypertrophie de l'appareil répressif de l'État. Pourtant, dans la conjoncture, le gouvernement des casseurs de vies ouvrières reste prudent et hésite à réprimer les occupations et les séquestrations, quoique illégales au regard du droit bourgeois. Par contre, dès qu'il le peut, il frappe les travailleurs plus vulnérables et aussi, à titre d'exemple, les révoltés qui s'isolent de la classe ouvrière.

Le 11 novembre 2008, 150 agents de la brigade antiterroriste ont débarqué, à l'aube, dans le village de Tarnac (Corrèze), pour perquisitionner plusieurs maisons et interpeller brutalement une vingtaine de personnes. Considéré par la DCRI comme le chef du groupe, Julien Coupat est resté depuis emprisonné, sous l'accusation de « terrorisme » alors que la police secrète ne parvient pas à démontrer qu'il a saboté l'alimentation électrique de voies ferrées. De toute façon, causer des pannes de TGV est certes un acte imbécile de petits bourgeois, mais qui ne mettait en danger aucune vie. On ne peut en dire autant de l'envoi de troupes françaises en Afghanistan, ni de l'inauguration présidentielle d'un sous-marin nucléaire.

Le 21 janvier 2009, les gendarmes envoyés en masse en Guadeloupe ont commencé à attaquer les travailleurs qui avaient réussi à imposer la grève générale à leurs directions syndicales. La répression anti - ouvrière et coloniale n'a cessé qu'avec la signature d'un accord ambigu, le 26 février.

Le 18 mars 2009, le président de la République a annoncé seize mesures policières et judiciaires pour combattre le « phénomène des bandes violentes ». Dorénavant, « l'appartenance à une bande, en connaissance de cause, ayant des visées agressives sur les biens ou les personnes, serait punie d'une peine de trois ans d'emprisonnement ». Le Medef et l'UMP ne sont pas visés.

Les 1er et 2 avril, la police a déployé un énorme dispositif à Strasbourg (25 000 policiers de France et d'Allemagne), a violemment réprimé les manifestations contre l'OTAN (tout en contenant les affrontements à un quartier populaire, le Port-du-Rhin) et a arrêté 300 personnes (dont 3 sont encore détenues à cette date).

> *Première souricière. Les quelque 10 000 anti-Otan, asphyxiés par les gaz lacrymogènes, veulent démarrer. Seule issue, un étroit passage dans un chantier sous une voie ferrée. Les manifestants piétinent mais gardent leur calme, y compris lorsqu'ils longent des cars de CRS à moitié vides et curieusement postés sur le passage. Un peu plus loin, bloquée à nouveau par les barrages policiers, la manifestation doit bifurquer... vers l'hôtel en flammes évacué par des policiers de la BAC. Les derniers marcheurs sont visés par des flash-ball, tirés par des CRS depuis leurs fourgons. (...)*
>
> *Deuxième souricière. À 16 h 20, les CRS chargent, semant la panique. Ça court dans tous les sens sous les tirs de flash-ball et des gaz. Devant les questions angoissées de manifestants, des pompiers secouent la tête : « Ils ne vous ont laissé aucune issue ». Les organisateurs tentent de faire faire demi-tour au cortège, NPA en tête. Mais à la sortie, nouvelle salve de gaz. « Pour passer, nous avons été contraints d'enlever tous nos insignes, tous nos drapeaux », indique Guillaume d'Alternative libertaire.* (*Le Monde*, 7 avril 2009)

Le 7 avril, la justice bourgeoise a jugé 10 des manifestants de Strasbourg en « comparution immédiate » et a infligé plusieurs peines lourdes (3 à 6 mois de prison fermes). D'autres procès sont prévus les 5 et 12 mai.

Le 16 avril, la ministre de l'intérieur Alliot-Marie (qui avait décoré en 2006 un lot de tortionnaires de la guerre coloniale en Algérie) a annoncé un décret interdisant le port des cagoules lors des manifestations.

Le 20 avril, la police s'en est pris à Paris à une manifestation de Tamouls qui protestaient contre les massacres perpétrés par l'armée à Sri Lanka. Elle a arrêté 210 personnes.

Le 21 avril, le ministre de l'immigration et de l'identité nationale Besson (un ancien responsable du PS) a fait rafler à Calais 200 migrants afghans, érythréens, soudanais...

« La période est formidable » (Sarkozy)

Le mode de production capitaliste enfonce l'humanité dans la dépression économique. En France, la production devrait chuter de 3 % en 2009. Les politiques « keynésiennes » se révèlent aussi inefficaces à sortir de la crise économique que les politiques « néolibérales » à l'éviter (voir *Révolution Socialiste* n° 27, 28, 29). En un an, le chômage a déjà augmenté de 16 %. Rien que le mois de mars a apporté 64 000 chômeurs supplémentaires. Le pays compterait 3 millions de chômeurs officiels avant la fin de l'année et dépasserait le taux de 10 % de la population active en 2010. Comme bien d'autres, Sarkozy et son gouvernement n'avaient pas vu venir la crise.

> *La crise économico-financière qui ravage la planète n'a pas épargné l'Europe, contrairement aux premières proclamations de la plupart de ses dirigeants, selon lesquels le naufrage était avant tout une affaire américaine.* (*Alternatives Internationales*, mars 2009)

Dans l'urgence, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Lagarde a pris des mesures pour sauver les banques françaises et les groupes automobiles français et, du même coup, pour accroître leurs chances d'absorber des concurrents étrangers.

> *La crise nous rend notre liberté. Elle nous donne la possibilité de renouveler notre corpus idéologique, ça nous fait réfléchir. La période est formidable. C'est nous qui conduisons le bateau. On n'a pas le droit d'avoir peur. Je me fais taper dessus, mais j'ai la banane. On a besoin de nous et ça paiera.* (Sarkozy aux parlementaires UMP, 25 mars 2009)

Le « on » de « on a besoin de nous » désigne en termes codés la bourgeoisie française que s'efforce de servir Sarkozy avec son « plan de sauvetage des banques », soit 360 milliards d'euros potentiels, et son « plan de relance de l'économie », soit 26 milliards d'euros. Fillon et Sarkozy disaient que les caisses de l'État étaient vides, mais l'argent public coule à flot pour les grands groupes capitalistes.

> *Pour effacer, en dix ans, le supplément de dette publique généré par la crise, il faudrait, dans le même temps, augmenter les prélèvements obligatoires de 6 à 8 % par an ! Les ménages n'ont pas fini de payer la crise.* (*Enjeux - Les Échos*, avril 2009)

Bref, les « ménages » de la classe ouvrière paient aujourd'hui la crise par le chômage ; demain, ils supporteront les hausses de « prélèvements obligatoires ». Les impôts qui rembourseront la dette de l'État gonflée par les « plans de sauvetage des banques » et les « plans de relance » retomberont avant tout sur la classe ouvrière et la petite bourgeoisie (les classes moyennes du travail indépendant et de l'encadrement des salariés). D'où le « bouclier fiscal », le refus d'abaisser la taxe sur la valeur ajoutée, les allègements de l'impôt de solidarité sur la fortune, la réduction du caractère progressif de l'impôt sur le revenu...

> *En France, on avait trois handicaps : les 35 heures, les grèves et la fiscalité. On a réglé les 35 heures. Quand il y a une grève comme celle du 19, le pays n'est pas paralysé. Sur le bouclier, ma capacité à reculer n'est pas d'un millimètre.* (Sarkozy aux parlementaires UMP, 25 mars 2009)

Sarkozy poursuit le démantèlement réactionnaire de tous les acquis des travailleurs et le renforcement de l'appareil répressif :

> *Intervenant mardi 24 mars à Saint Quentin (Aisne), Nicolas Sarkozy (...) a tenu, devant une salle acquise, un discours de droite : défense du bouclier fiscal et réfutation des hausses d'impôts. Il en est resté aux rodomontades sur les stock-options et sur la rémunération des patrons. Annonçant que « personne ne sera abandonné », il a annoncé pour avril un « plan d'urgence en faveur des jeunes », vantant l'apprentissage « qui n'est pas un gros mot ». (...) Pour M. Sarkozy, la liberté a le visage de la sécurité, thème cher à l'ancien ministre de l'intérieur.* (*Le Monde*, 26 mars 2009)

En guise de sécurité, la délinquance (que subissent avant tout les quartiers populaires) augmente déjà en conséquence inévitable du chômage de masse. L'État bourgeois a toujours été incapable de former toute la jeunesse ; il relègue une grande partie des descendants des immigrés dans des véritables ghettos. Il habitue les futurs salariés à la précarité par la systématisation des stages faiblement rétribués, voire gratuits. En outre, la crise capitaliste frappe particulièrement les jeunes travailleurs : soit ils ne sont pas embauchés (la « défiscalisation » des heures supplémentaires par Sarkozy y contribue), soit ils font partie des premiers licenciés (en tant que contrats à durée déterminée ou intérimaires).

Sarkozy en tire prétexte pour diminuer les libertés, renforcer les polices, affaiblir l'enseignement public, précariser la jeunesse (pas celle de Neuilly), exempter une fois de plus de cotisations sociales les patrons :

> *C'est 1,3 milliard d'euros qui seront mis sur la table pour former et insérer plus de 500.000 jeunes, particulièrement menacés par la hausse du chômage, a annoncé Nicolas Sarkozy, dans un discours prononcé au Campus Veolia, à Jouy-le-Moutier, dans le Val-d'Oise, ce vendredi 24 avril. (...) Pour parvenir à ce résultat, Nicolas Sarkozy parie sur l'implication des entreprises. Pour la provoquer, il propose un certain nombre d'aides. Il a ainsi promis qu'elles auraient "zéro charge" si elles embauchaient un apprenti avant le 30 juin 2010. De même, une prime de 3.000 euros sera versée à celles qui embaucheront en CDI avant la fin septembre 2009 un jeune déjà en stage.* (*La Tribune*, 24 avril 2009)

Sarkozy s'est engagé à réduire le nombre de fonctionnaires. Cela ne concerne évidemment pas la police. Qui plus est, l'administration doit servir davantage les employeurs et les riches, doit être modelée

sur le modèle de l'entreprise capitaliste, les statuts des fonctionnaires (qui protégeaient les travailleurs de l'Etat) doivent être démantelés. C'est le contenu des « réformes » du « pôle emploi », de l'administration des impôts, de l'inspection du travail, des hôpitaux, des universités et des lycées, etc.

La fermeture de services d'urgence, de services de chirurgie et de maternités se poursuit. La loi Bachelot-Sarkozy soumet l'hôpital public à une logique de rentabilité, le subordonne aux cliniques capitalistes (voir *Révolution Socialiste* n° 27).

Les mesures de carte scolaire de l'enseignement primaire et les dotations horaires globales des établissements secondaires concrétisent les 13 500 suppressions de postes du budget 2009. À la prochaine rentrée, le baccalauréat professionnel sera préparé en 3 ans au lieu de 4. Le projet contre les lycées est en cours de réécriture, soi-disant à partir de consultations des lycéens. La loi d'autonomie des universités (LRU) est retoquée, mais maintenue. La modification du recrutement des professeurs du primaire et du secondaire est suspendue, mais les syndicats enseignants sont en train de la reprendre, avec le même ministre de l'éducation Darcos, et les postes de concours restent restreints. Avec la concurrence généralisée, les « petites » universités sont en sursis, nombre de lycées professionnels et de collèges des quartiers populaires agonisent.

Le ministre du travail Hortefeux, qui a fait ses preuves contre la fraction la plus vulnérable de la classe ouvrière, a annoncé le 26 avril que le gouvernement allait généraliser le travail le dimanche. Avant de faire adopter au parlement une loi, prévue en juillet, il va consulter « les autorités religieuses » et les « partenaires sociaux » :

> *Le gouvernement doit gérer dans la durée l'amplification de la crise et ses rebonds imprévisibles, tout particulièrement les dangers d'une radicalisation hors des rails syndicaux. Il a besoin des syndicats.* (*Ouest France*, 19 mars 2009)

Faire changer de cap à Sarkozy ? Même pas en rêve !

Loin de faire de suspendre sa politique, le pouvoir profite de la crise pour redoubler ses coups contre la classe ouvrière. Dans ces conditions, envisager que Sarkozy va « changer de cap politique » est invraisemblable. Pourtant, les « partis de gauche », du MRC néogaulliste au caméléon NPA, en passant par les sociaux-démocrates du PS et du PdG et les staliniens défroqués du PCF et du PCOF, prétendent qu'une manifestation un jour férié y parviendra :

> *Nos organisations, comme elles l'ont fait lors des précédents rendez-vous de mobilisation sociale, appellent à la réussite d'un 1er mai 2009 historique. Elles seront aux côtés des salarié-e-s, de tous les travailleurs, de toute la population pour amplifier la mobilisation populaire afin d'obtenir les changements de cap politiques nécessaires.* (*Pour un grand premier mai de convergences des luttes*, 25 avril 2009)

En 2008, des gains de 1,24 à 21 millions d'euros, malgré le krach

Revenus des grands patrons
L'Expansion, mai 2009

Toutes les rémunérations sont exprimées en millions d'euros.

NOM	SOCIÉTÉ	SALAIRE FIXE ET BONUS (1)	GAIN ENCAISSÉ SUR STOCK-OPTIONS	STOCK-OPTIONS ET ACTIONS ALLOUÉES (2)	DIVIDENDES	AUTRES RÉMUNÉRATIONS (3)	TOTAL	GAIN POTENTIEL SUR STOCK-OPTIONS (4)
■ Giuliano Berretta	Eutelsat Communications	1,56	18,59	0,80	0	0,05	**21,00**	1,72
■ Patrick Kron	Alstom	2,54	14,41	1,78	0,10	0,01	**18,83**	9,82
■ Bernard Charlès	Dassault Systèmes	1,76	5,72	6,26	0	0,03	**13,76**	26,54
■ Gérard Mestrallet (5)	Suez	3,17	5,43	0,17	0,06	0,10	**8,93**	6,81
■ Patricia Russo (6)	Alcatel-Lucent	1,11	0	1,18	0	6,40	**8,68**	0,11
■ Franck Riboud (7)	Danone	4,28	0,54	3,14	0,21	0,03	**8,21**	2,88
■ Benoît Potier	Air liquide	2,51	2,37	1,80	0,08	0,08	**6,85**	3,10
■ Lakshmi Mittal (7)	ArcelorMittal	3,17	0	2,86	0	0	**6,03**	1,32
■ Henri de Castries	Axa	2,45	0	2,68	0,57	0,09	**5,79**	2,96
■ Gérard Le Fur (6)	Sanofi-Aventis	1,92	0	0	0,13	2,96	**5,00**	0
■ Thierry Morin (6)	Valeo	1,58	0	0	0	3,31	**4,89**	0,25
■ Christophe de Margerie	Total	2,80	0,84	1,00	0,19	0,01	**4,84**	0,77
■ Patrick Ricard (7)	Pernod-Ricard	2,41	1,09	1,17	0	0,06	**4,74**	1,70
■ Jean-Bernard Lévy	Vivendi	2,57	0	1,90	0,17	0,05	**4,69**	2,16
■ Bruno Lafont	Lafarge	1,82	0	2,52	0,03	0,03	**4,40**	0
■ Baudouin Prot	BNP Paribas	0,95	0	2,84	0,12	0,16	**4,07**	0
■ Thierry Pilenko	Technip	1,82	0	2,12	0	0,01	**3,95**	0,85
■ Xavier Huillard	Vinci	1,49	1,07	0,62	0,66	0,07	**3,91**	7,80
■ Michel Landel	Sodexo	2,61	0,37	0,80	0	0	**3,79**	1,42
■ Denis Kessler	Scor	2,08	0	1,36	0,13	0,05	**3,62**	5,08

Les partis « réformistes » et leurs émules « anticapitalistes » font passer pour un acte « historique » (sic) la troisième « journée d'action » nationale organisée pour « peser sur le gouvernement » :

> *Gouvernement et patronat doivent rapidement mettre en œuvre les mesures déjà prises et engager les négociations et les concertations pour répondre à l'ensemble des revendications (…) C'est pourquoi, dans la suite des journées du 29 janvier et du 19 mars et dans ce contexte exceptionnel, les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er Mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat.* (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, *Un nouveau temps fort de mobilisation,* 30 mars 2009)

« L'appel unitaire » appelle le gouvernement et le patronat à « mettre en œuvre les mesures déjà prises ». Donc, les chefs syndicaux donnent pour objectif à la manifestation du 1er mai le soutien à la politique de Sarkozy, qui aurait favorablement évolué (« un début de remise en cause du système actuel »). Pour faire bonne mesure, ils rappellent, sous l'appellation de « concertations » et « négociations », qu'ils restent disponibles pour s'associer aux mesures du gouvernement et des plans patronaux qui sont, en réalité, le blocage des salaires, le chômage technique, les licenciements collectifs, les fermetures de sites. D'ailleurs, l'appel ne mentionne pas une seule revendication ouvrière.

Les sommets syndicaux ne répondent pas à la guerre de classe que mène la bourgeoisie par la guerre de classe du prolétariat, mais multiplient les signes d'allégeance à la classe dominante et à sa représentation politique, qui les subventionne en retour largement. Avant d'appeler à une troisième journée d'action, cette fois-ci sans grève, ils étaient allés donner des conseils à Sarkozy, guère différents des discours officiels tenus à de la rencontre des pays impérialistes du G20 :

> *Les syndicats avaient demandé à être entendus dans le cadre de la préparation du G20. Nicolas Sarkozy a reçu hier matin à l'Élysée les leaders des cinq confédérations représentatives, CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO. Toutes adhérentes de la Confédération européenne des syndicats, les cinq organisations ont pu poser des exigences communes : programmes de relances concertées au niveau mondial, réglementation des marchés financiers…* (*L'Humanité,* 31 mars 2009)

Contre l'aspiration grandissante à la grève générale, à en découdre avec Sarkozy, les appareils syndicaux, flanqués des pseudo-trotskystes et des anarchistes, ont isolé chaque grève spontanée, ont dispersé l'énergie des étudiants et des salariés en de multiples « journées d'action » sectorielles, ont fait diversion avec de ridicules « chaînes humaines », « freezings », « pique-niques », « rondes », etc. annoncées par « l'appel unitaire » :

> *Pour préparer le 1er Mai, les organisations syndicales conviennent de faire du mois d'avril un mois de mobilisations ponctué d'initiatives visant à soutenir les actions engagées et à organiser les solidarités.* (*Un nouveau temps fort de mobilisation,* 30 mars 2009)

Les travailleurs n'ont pas besoin de ce genre d'unité, mais du front unique ouvrier, de l'unité pour empêcher les licenciements et les mesures de Sarkozy. Le titre même de l'appel syndical indique qu'il n'est pas question d'affronter et de vaincre le patronat et Sarkozy le 1er mai. C'est seulement « un temps fort de mobilisation ». Donc, il y en a eu d'autres et il y en aura d'autres. Quoi d'étonnant si Sarkozy n'est pas si inquiet ?

> *Il y a eu deux journées de manifestations et de grèves massives cette année, dont une a rassemblé 3 millions de personnes dans le pays. Les chiffres sont impressionnants. Mais le gouvernement considère ces protestations bien organisées comme une façon normale, même utile, de laisser libre cours au mécontentement.* (*The Economist,* 18 avril 2009)

Loin de dénoncer le sabotage des luttes et la collaboration de classes des bureaucraties syndicales, de proposer une alternative révolutionnaire, toutes les organisations issues de la révision du léninisme-trotskysme et de la destruction de la 4e Internationale (NPA, POI, LO…) ont appelé au succès des « journées d'action » qui servent d'exutoire à la colère des masses et qui protègent, en dernière analyse, le capitalisme français, l'État bourgeois et Sarkozy lui-même.

Déchainer la puissance du prolétariat par la grève générale, pour chasser Sarkozy et exproprier le capital

Face à l'effondrement du capitalisme, les partis et les directions syndicales qui respectent la propriété privée et mettent par-dessus tout « la France » n'ont à proposer que la régression protectionniste, l'accompagnement des licenciements et les diversions des « journées d'action ». D'un côté, ils conseillent le patronat, la majorité parlementaire et le président, qu'ils présentent comme des partenaires. De l'autre, ils isolent tous ceux qui luttent,

les travailleurs des Antilles, les immigrés sans papiers, les étudiants et les universitaires, les hospitaliers, les ouvriers licenciés...

Pour avoir une chance de sauver les emplois, de vaincre les patrons et le gouvernement à leur service, la classe ouvrière doit recourir à la grève générale, déployer toute sa force collective, prendre conscience de sa capacité révolutionnaire par son mouvement même.

> *La grève en masse n'est pas un moyen ingénieux, inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne; elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte prolétarienne dans la révolution.* (Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat*, 1906)

Pour se défendre de manière conséquente, les travailleurs se dirigent spontanément vers la voie révolutionnaire, vers l'interdiction des licenciements, l'échelle mobile du temps de travail, le contrôle ouvrier et populaire sur les entreprises, l'augmentation des salaires et des pensions, l'expropriation des banques, la libre circulation des travailleurs, les droits égaux pour tous les travailleurs, le remboursement intégral des soins médicaux, le droit au logement, etc. Pour éradiquer la plaie du chômage et sauver un environnement propice à l'épanouissement de l'espèce humaine, pour mettre fin aux crises capitalistes et aux guerres impérialistes, il faut renverser le capitalisme. Quoique de plus en plus parasitaire et anachronique, la bourgeoisie ne s'effacera pas pacifiquement de la scène de l'histoire. Une révolution est nécessaire.

Qui plus est, la classe ouvrière, qui est la première confrontée aux conséquences de la dépression économique, a la capacité de renverser la bourgeoisie, par son nombre et par sa place centrale dans la production capitaliste. En établissant son propre pouvoir (la dictature du prolétariat), elle pourra développer les forces productives, qui sont actuellement entravées par la propriété privée et les frontières étatiques, et ouvrira la voie du socialisme mondial.

> *Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.* (Karl Marx, *Le Capital*, I, 1867)

Un tel programme est incompatible avec le maintien au pouvoir de Sarkozy, l'appartenance à l'OTAN, les institutions gaullistes de la 5e République, les corps armés de défense de la propriété capitaliste, de répression des luttes sociales et d'oppression des pays dominés (armée, police, gendarmerie, services secrets)...

La classe bourgeoise, consciente du danger, combine l'intimidation, la division, la persuasion et la corruption pour empêcher les exploités de s'unir et de la mettre en cause. Ses armes idéologiques les plus classiques sont la religion et le nationalisme. Depuis la fin du 19e siècle, elle utilise tous les moyens dont elle dispose, comme classe exploiteuse et comme classe dominante, pour détruire ou, à défaut, contrôler les organisations dont s'est doté le prolétariat. Voilà pourquoi les mutuelles des travailleurs salariés et les coopératives ouvrières disparaissent ou s'identifient aux entreprises capitalistes ; voilà pourquoi les syndicats s'opposent à la grève générale et cogèrent les entreprises (y compris les SUD qui participent aux conseils d'administration de La Poste ou et de France Telecom) ; voilà pourquoi les partis traditionnels de la classe ouvrière (PS, PCF) servent loyalement la bourgeoisie depuis des décennies ; voilà pourquoi ceux qui sont candidats à leur succession (PdG, NPA) se préparent à le faire et le prouvent déjà, tant par leur programme d'aménagement du capitalisme que leurs alliances actuelles avec des partis bourgeois (PRG, MRC, Verts...).

Le prolétariat français a fait plus d'une fois la preuve de solidarité, d'énergie et même de bravoure. Pour réussir ce qui a échoué en 1848, en 1871, en 1936, en 1944, en 1968, il lui faut exiger la rupture de toutes ses organisations avec la bourgeoisie et se doter, au-delà, d'organes démocratiques capables de postuler au pouvoir (de type Commune de Paris, soviets, conseils) et, par-dessus tout, construire un nouveau parti, apte à mener à son terme la lutte des exploités et des opprimés, d'affronter la bourgeoisie, de détruire son État.

Face aux agressions des mercenaires du capitalisme et des nervis de la réaction, avec ou sans uniforme, sans écouter les gémissements des curés de toute sorte et des bavards pacifistes, la classe ouvrière, la future classe ouvrière, les minorités opprimées doivent se défendre au moyen de services d'ordre, de forces d'autodéfense, etc.

Face aux patrons, malgré les capitulations, aux sabotages des directions syndicales, elles doivent s'organiser pour contrôler leurs luttes, par la constitution de fractions lutte de classe dans les syndicats, par la systématisation des assemblées générales qui décident, par l'élection de comités, par la centralisation des comités élus.

Face à la bourgeoisie et à ses agents au sein des masses, face aux partis ouvriers bourgeois et à leurs flancs-gardes « d'extrême-gauche » qui détournent les masses de la grève générale et de la prise du pouvoir, les travailleurs et les étudiants les plus conscients et les plus aguerris doivent se regrouper en un parti ouvrier révolutionnaire, internationaliste, sur le modèle du Parti bolchevik qui a conduit la première révolution prolétarienne victorieuse en Russie en 1917. Le temps presse.

28 avril 2009

Adresse du 1er mai du Collectif Révolution Permanente

Face à la crise mondiale du capitalisme, prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Révolution socialiste ! Pouvoir des travailleurs !

De la « fin de l'histoire » à l'effondrement mondial du capitalisme

Voici 20 ans, les partis réactionnaires et les idéologues bourgeois triomphaient. Ils annonçaient la faillite définitive du communisme et même la fin de l'histoire, en s'appuyant sur les défaites infligées au prolétariat mondial : échec de la grève des mineurs britanniques, privatisations des entreprises publiques dans les pays capitalistes, licenciements de masse dans de nombreux pays, réunification allemande au compte de la bourgeoisie, implosion de l'URSS, tournant vers le capitalisme en Chine...

La vague révolutionnaire mondiale de la fin des années 1960 et des années 1970, qui menaçait les bourgeoisies des pays impérialistes, celles des pays capitalistes dominés et les bureaucraties des pays ayant exproprié le capital, avait reflué, fourvoyée par la sociale-démocratie, le stalinisme et le nationalisme petit-bourgeois.

Mais la hausse du taux d'exploitation dans les centres impérialistes, la réintroduction de l'Europe de l'Est, de la Russie, de la Chine et du Vietnam dans l'économie capitaliste mondiale à la suite de la restauration du capitalisme par les bureaucraties staliniennes, l'abondance de liquidités fournies par les banques centrales, n'ont apporté qu'un sursis au capitalisme en déclin. Sa fragilité était révélée par d'incessantes crises monétaires, bancaires et économiques.

Les contradictions ont éclaté en juin 2008, sous forme d'une crise bancaire au centre de l'économie mondiale, aux États-Unis, pour déboucher sur une crise mondiale sans précédent depuis celle de 1929.

D'après le président de la Banque mondiale, *« 200 000 à 400 000 nourrissons pourraient mourir chaque année »*. Le seuil d'un milliard de personnes sous-nourries sera largement dépassé en 2009.

La crise capitaliste n'épargne aucun pays

Les besoins élémentaires de l'humanité ne sont pas satisfaits, mais, dans le cadre du mode de production capitaliste, il y a soudain trop de marchandises, trop de moyens de production, trop de producteurs... D'ici 2010, le nombre de chômeurs supplémentaires pourrait atteindre 25 millions, sans compter les 20 millions d'ouvriers sans droits qui sont retournés dans leurs villages d'origine en Chine.

Le commerce mondial chute à des rythmes plus rapides qu'en 1929-1930 : il devrait diminuer de 13,2 % en 2009 selon l'OMC. Le 22 avril, le FMI a estimé que la production mondiale allait baisser de 1,3 % en 2009. Il évalue le coût de la crise économique mondiale à la somme incroyable de 4 054 milliards de dollars.

Les pays dominés, en particulier les plus pauvres, souffrent durement de la dépression par la baisse conjuguée de leurs exportations, des transferts de revenus des émigrés, de la chute des investissements étrangers.

Parmi les « pays émergents », les États d'Europe centrale, qui avaient intégré l'Union européenne, sont particulièrement touchés et doivent s'adresser au FMI. La baisse de prix du pétrole et du gaz nuit à la Russie. Le PIB va baisser et les licenciements se multiplient à un rythme étourdissant. Dimitri Medvedev a annoncé un plan de 44 milliards de roubles (un milliard d'euros) pour stimuler l'économie russe. En Chine, le chômage, ce mal typique du capitalisme, prend des proportions encore plus considérables. Hu Jintao a lui aussi recouru aux recettes de l'économiste bourgeois Keynes, à savoir des baisses des taux de la Banque centrale de Chine et un « plan de relance » de 1 600 milliards d'euros (entraînant un déficit budgétaire). Ces mesures visent à préserver une croissance à 6 %, ce qui est néanmoins le chiffre le plus faible depuis 1992.

Selon l'OCDE, les pays avancés sont *« au cœur de la récession la plus profonde et la plus vaste de-*

Afghanistan, 15 mars 2009, l'armée française à l'oeuvre / photo Pierre Terdjman

puis plus de cinquante ans ». Elle prévoit une chute de 4,3 % du PIB des 30 pays les plus riches pour 2009, à commencer par celui des États-Unis, qui devrait chuter de près de 4 % cette année. L'Allemagne est également fortement concernée, avec une prévision de -5,3 %. Les prévisions pour la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ne sont guère meilleures (respectivement moins 3,7 %, 3,3 %, 4,3 %). L'économie japonaise devrait quant à elle reculer de 6,6 %...

Au G20 : chacun pour soi !

Les États capitalistes, par nature, sont incapables de s'entendre. Ils sont l'incarnation de bourgeoisies nationales qui sont en concurrence les unes avec les autres pour exploiter le prolétariat mondial.

Face à la crise, chaque État essaie donc de favoriser sa bourgeoisie au détriment des autres, alors même que l'économie capitaliste est plus internationalisée que jamais, que chaque économie dépend des autres par le biais des importations et des exportations, que toutes les grandes firmes (et même une grande partie de taille plus modeste) sont devenues « multinationales ». Nombre d'États recourent à des mesures protectionnistes qui approfondissent la dépression. Ils adoptent des « plans de relance » sur une base nationale : 34 milliards d'euros en France, 100 milliards en Allemagne, 590 milliards au Japon, 627 milliards aux Etats-Unis, 465 milliards puis 1 162 milliards en Chine...

Lors du dernier G20 à Londres début avril, Obama a convenu : *« Nous n'allons pas nous entendre sur tous les points »*. Cela reflète l'affaiblissement du principal impérialisme car les États-Unis, tout en gardant une suprématie militaire qu'ils utilisent à plein, ont perdu l'hégémonie économique dont ils bénéficiaient au lendemain de la deuxième guerre mondiale, quand ils se révélaient capables de reconstruire les économies capitalistes du Japon et de l'Europe de l'Ouest et d'instaurer un système monétaire international relativement stable basé sur le dollar.

La Chine, qui cache mal sa vocation à devenir une puissance impérialiste, a déclaré qu'il fallait mettre un terme au rôle du dollar américain dans les échanges mondiaux.

Les impérialismes allemand et français, représentés par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, se sont opposés de manière diplomatique à l'impérialisme américain épaulé par l'impérialisme britannique. Alors qu'Obama et Brown souhaitèrent un effort de relance supérieur de l'Allemagne, le premier exportateur de biens du monde, Sarkozy et Merkel plaidèrent officiellement pour une « meilleure régulation de la finance » au détriment des places financières de New York et de Londres, ce qui dans les deux cas revient à chercher à réunir les meilleures conditions d'accumulation du capital.

Militarisme, oppression nationale, cléricalisme...

Cette réunion inter-impérialiste a mobilisé 2 500 policiers. Elle a même coûté la vie à un passant. Des milliers de personnes furent détenues pendant des heures sans aucune accusation. La bourgeoisie n'est plus une classe progressiste depuis longtemps. Partout, dans le monde, les forces de répression et d'intervention sont épargnées par la crise. Les libertés démocratiques sont amputées. Les classes exploiteuses recourent de plus en plus au nationalisme, au détriment des minorités nationales et des immigrés, et au cléricalisme, au détri-

ment des droits des femmes, des jeunes, des homosexuels, des minorités religieuses.

La violence capitaliste n'a pas cessé avec la crise, au contraire. Obama a prévu de recruter 100 000 policiers, maintient l'embargo contre Cuba et augmente les troupes d'occupation de l'Afghanistan, en réclamant une aide de ses alliés de l'OTAN que tous lui promettent et qu'aucun ne semble pressé d'accorder.

L'islamisme, propulsé autrefois par les États-Unis contre la révolution et contre l'URSS, dont Al Qaida est un produit, se retourne contre eux aussi au Pakistan, un État basé dès l'origine sur la religion et menacé d'un nouveau démembrement.

Le gouvernement de la Russie rétablit le christianisme comme religion d'État, maintient sa botte sur la Tchétchénie et fait pression sur nombre des États voisins.

Le pouvoir en Chine tolère une fantastique régression du sort des femmes, recourt à une intense répression policière et piétine les droits des minorités nationales.

Le gouvernement du Sri Lanka achève actuellement la réunification de l'île par la violence militaire, dont la minorité tamoule fait les frais.

Au début de l'année, Israël, non content de poursuivre la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem, a bombardé puis envahi la Bande de Gaza, avec la complicité des puissances impérialistes, de l'Égypte et même de l'Autorité palestinienne.

Une fraction réactionnaire et d'origine coloniale de la bourgeoisie bolivienne menace de sécession le pays.

Pour la révolution permanente, pour une internationale ouvrière révolutionnaire

Les travailleurs des villes et des campagnes résistent contre les propriétaires fonciers et une bourgeoisie capitaliste qui devient, prise à la gorge par la crise économique, de plus en plus agressive.

Mais, dans bien des pays, les syndicats indépendants de l'État bourgeois sont interdits, les travailleurs ne disposent même pas de parti à eux. Là où elles existent, les organisations de la classe ouvrière, partis comme syndicats, sont trop souvent liées à la bourgeoisie pour servir efficacement le prolétariat. En outre, la défense de leur bourgeoisie, qui elle-même affronte d'autres bourgeoisies, entraîne les appareils « réformistes » à diviser le prolétariat, celui du pays contre les autres, et au sein même du pays, contre les prolétaires immigrés et ceux des minorités nationales.

La lutte réelle contre les conséquences désastreuses de la crise capitaliste mondiale (et les menaces grandissantes de restauration capitaliste à Cuba) impose la lutte de classe. Celle-ci passe par le front unique ouvrier contre les politiques de collaboration de classe et de division menées par les directions capitulardes et opportunistes, par la mise sur pied d'organismes démocratiques ouvriers et populaires (soviets, conseils, shoras, assemblées populaires...) et par la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire au fonctionnement démocratique, se traduisant, dans chaque État, par un parti ouvrier révolutionnaire basé sur les enseignements de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky. Sans de tels partis, capables de mobiliser toute la force de la classe ouvrière et de ses alliés (paysans pauvres, étudiants, chômeurs, ethnies opprimées...), les travailleurs n'obtiendront que des victoires partielles et temporaires ou essuieront des défaites, à cause de la trahison prévisible des directions nationalistes petites-bourgeoises, réformistes, aidées par les centristes.

Seul un tel parti, communiste et internationaliste, sera capable d'armer les masse pour la prise du pouvoir. Seul un gouvernement ouvrier (ou un gouvernement ouvrier et paysan, suivant les pays) est à même d'exproprier les expropriateurs, de prendre les mesures politiques et économiques nécessaires pour répondre aux besoins de la population en ménageant les ressources fournies par la nature, de mener la transition vers le socialisme qui ne sera définitive qu'avec la victoire de la révolution dans les pays avancés.

Fermeture de toutes les bases militaires impérialistes, à commencer par celle de Guantanamo, évacuation immédiate de toutes les troupes impérialistes d'Irak, d'Afghanistan, du Liban, du Tchad, du Kosovo... ! Abrogation de toutes les lois contre les travailleurs immigrés, les grèves, les syndicats, les partis ouvriers ! Grève générale contre les bourgeoisies et leurs États ! Expropriation des banques, des grandes propriétés foncières et des grands groupes capitalistes ! Auto-organisation des travailleuses et des travailleurs, gouvernement ouvrier et paysan, République mondiale des conseils ouvriers !

1er mai 2009

Collectif Révolution Permanente
(CRP / Pérou, GB / France, PRK / Autriche)
& **Gruppe Klassenkampf** / Autriche

RÉVOLUTION SOCIALISTE
organe trimestriel du Groupe bolchevik
pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire
[Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik :
Re-So / AGECA service BP /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS
Site du CRP Pérou : **luchamarxista.blogspot.com**
Site du GB de France :
revolution-socialiste.info

ISSN : 1634-4006
Directrice de la publication ML Herblot - RS30.05

Pour abroger la loi et les décrets contre l'enseignement supérieur, pour battre le gouvernement Sarkozy-Pécresse

Grève générale de l'Université !

Depuis trois mois, les universités sont en lutte contre le gouvernement qui veut mettre fin à leur rôle d'outil de construction et de transmission des savoirs pour les soumettre aux intérêts du capital. Des universités sont en grève depuis près de trois mois, le mouvement le plus long et le plus massif jamais engagé par des universitaires, à la fois les enseignants, les personnels non enseignants et les étudiants.

Pourtant, le 25 avril, le gouvernement publiait trois des décrets d'application de la loi LRU, dont celui sur le statut des enseignants-chercheurs et celui sur le contrat doctoral, s'appuyant sur la victoire obtenue l'an passé en réussissant à maintenir la loi LRU grâce à la complicité des directions syndicales. Nous avions décrit dans le précédent numéro de *Révolution Socialiste* les premières manifestations de cette lutte.

Un profond mépris pour la connaissance

> *L'autre jour, je m'amusais, on s'amuse comme on peut, à regarder le programme du concours d'attaché d'administration. Un sadique ou un imbécile, choisissez, avait mis dans le programme d'interroger les concurrents sur* La Princesse de Clèves**.** *Je ne sais pas si cela vous est souvent arrivé de demander à la guichetière ce qu'elle pensait de* La Princesse de Clèves. *Imaginez un peu le spectacle ! En tout cas, je l'ai lu il y a tellement longtemps qu'il y a de fortes chances que j'aie raté l'examen.* (Discours de Sarkozy, 23 février 2006, Lyon)

Au-delà de la faiblesse de son expression française –subjonctif passé de la dernière phrase citée–, cette remarque témoigne de la médiocrité du personnage et de la bien faible estime qu'il porte à la fois aux agents du service public et à la littérature, comme au savoir non utile au capital en général. Il récidivait quelques mois plus tard en opposant le savoir à l'emploi :

> *Vous avez le droit de faire de la littérature ancienne, mais le contribuable n'a pas forcément à payer si au bout il y a 1 000 étudiants pour deux places... Le plaisir de la connaissance est formidable mais l'État doit se préoccuper d'abord de la réussite professionnelle des jeunes.* (*20 minutes*, 16 avril 2007)

En s'exprimant ainsi, Sarkozy s'adresse à la fraction la plus arriérée de son électorat, et c'est certainement en pensant avoir mis fin à toute capacité de résistance qu'il a prononcé un discours « pour une stratégie nationale de recherche et d'innovation » le 22 janvier 2009 devant des ministres, des présidents d'université, des chefs d'entreprise... Ce discours, par son accumulation de mensonges et de caricatures, insultait toute une profession, a soulevé à juste titre l'indignation des universitaires et a précipité le mouvement de grève naissant en obligeant la direction du SneSup-Fsu à appeler au retrait et à la grève. S'appuyant sur le délirant classement dit de « Shanghaï », à l'origine réalisé par des chercheurs pour avoir des outils de comparaison mais à faible valeur scientifique, il évoque *« un système d'universités faibles... une administration centrale tatillonne... un système infantilisant »*. Pourtant, malgré des critères peu avantageux pour l'université française, en raison d'un volume d'enseignement relativement élevé pour les universitaires, elle est classée au 6e rang mondial dans ce classement.

À vrai dire, la qualité de la recherche est honorable pour un impérialisme de second rang comme la France –par exemple, le CNRS est le premier centre de recherche européen et le quatrième à l'échelle mondiale. Pourtant, Sarkozy le nie en décidant que *« ces admirables chercheurs* [détenteurs du prix Nobel et du prix Fields] *sont... l'arbre qui cache la forêt »*.

Or, non seulement Sarkozy est méprisant à l'égard du savoir, mais il insulte une profession : en France, les universitaires, dont le niveau de salaire est sensiblement inférieur à celui de leurs collègues des pays similaires, auraient choisi leur métier parce qu'*« il y a de la lumière, c'est chauffé »*. Il fait preuve de sa méconnaissance totale d'un métier dont la légitimité se fonde sur l'évaluation par les pairs : *« Je vois que cela peut être confortable. Je pourrais en tirer quelques conclusions pour moi-même. C'est un système assez génial d'ailleurs, celui qui agit est en même temps celui qui s'évalue »*. Alors que plusieurs universités étaient déjà en grève, ce discours a précipité la masse des enseignants, des personnels non enseignants et des étudiants dans la lutte.

Une offensive contre l'enseignement supérieur public

Après avoir adopté au cours de l'été 2007 la loi LRU, une arme puissante pour soumettre l'université publique au capital, et après avoir étouffé la résistance des étudiants fin 2007 grâce à la complicité des directions syndicales, principalement de l'Unef, le gouvernement était bien décidé

à savourer sa victoire en écrasant les personnels de l'enseignement supérieur par les décrets d'application de cette loi. Le principal d'entre eux, que Pécresse présente comme *« le deuxième étage de la LRU »*, rendu public le 31 octobre 2008, a pour objet la modification du statut des universitaires (maîtres de conférence et professeurs d'université), les soumet au bon vouloir du président d'université transformé en directeur des ressources humaines, autorisé à obliger les enseignants à augmenter leur volume d'enseignement pour le même salaire, à pratiquer une recherche formatée, ce qui à la fois est paralysant pour l'activité des chercheurs et interdit toute recherche innovante.

Plusieurs mois auparavant, le 2 juillet 2008, le projet de modification de la formation et du recrutement des enseignants était présenté en Conseil des ministres. La « mastérisation » obligerait les étudiants qui se destinent au métier d'enseignant (primaire et secondaire) de passer le concours à bac + 5 au lieu de bac + 3 comme c'est le cas aujourd'hui. A priori, il s'agit d'améliorer le niveau de qualification des enseignants. Or, c'est exactement le contraire que vise le gouvernement : le niveau disciplinaire des concours reste inchangé et le stage d'un an de formation suivant l'obtention du concours est supprimé –il est remarquable qu'en contrepartie d'une année de salaire perdue, la direction nationale de l'Unef revendique des bourses d'un montant dérisoire, ce qui lui a été évidemment accordé par le Ministère. En outre, les Masters enseignement viendraient à la fois concurrencer les Masters existants et alimenter le volet d'enseignants précaires (ceux et celles qui obtiendront leur Master en échouant au concours passé dans la foulée, et réciproquement) et conduirait à échéance relativement proche à supprimer les concours d'enseignement.

En octobre 2008, la ministre Pécresse présentait le projet de décret pour un contrat doctoral. Il s'agit de transformer les doctorants, déjà précaires, en employés de l'université avec un CDD de trois ans (la plupart des thèses méritent largement plus pour un travail de qualité) assorti d'une période d'essai de trois mois renouvelable une fois, durant laquelle le doctorant pourrait être licencié à tout moment, un CNE pour doctorants en quelque sorte. Il s'agit d'affaiblir sensiblement la qualité de la recherche en soumettant les doctorants aux désirs d'un potentat local.

La « réforme » dite d'allocation des moyens est également une offensive majeure, visant notamment à financer les universités non plus en fonction du nombre d'étudiants inscrits mais en fonction du nombre d'étudiants présents aux examens, ce qui pénalise particulièrement les universités accueillant des étudiants issus de milieux défavorisés. En outre, 92 députés proposaient un projet de loi pour une augmentation massive des frais d'inscription, comme c'est le cas en Grande-Bretagne, où les frais d'inscription peuvent dépasser 4 000 euros, et où les étudiants issus de milieux ouvriers ont déserté les bancs de l'université pour tenter d'intégrer directement le marché du travail. C'est ce que souhaite Valérie Pécresse, pour qui *« les universités françaises devraient s'inspirer des Anglais pour augmenter leurs ressources »* (*Le Figaro*, 17 janvier 2009). En tout cas, une telle augmentation sera rendue possible localement par l'application de la loi LRU, chaque président d'université étant maître de son budget.

Enfin, le gouvernement Sarkozy a décidé de supprimer des emplois dans l'enseignement supérieur, à hauteur de 1090 en 2009 (pour 30 000 à l'échelle de la fonction publique), et les universitaires en réclament le rétablissement.

Les étudiants et les travailleurs de l'enseignement supérieur engagent le combat

Les universitaires rejettent l'ensemble de ces contre-réformes, ils se sont réunis en assemblées générales dès fin 2008, et certaines universités sont entrées en grève à la rentrée de janvier. Se sont progressivement constituées une Coordination nationale universitaire, une Coordination nationale étudiante, une Coordination nationale des Biatoss (personnel non enseignant des universités), une Coordination nationale des doctorants, une Coordination nationale de formation des enseignants. Le 2 février 2009, la Coordination nationale des universités lance un appel à *« la grève totale, reconductible, illimitée »* sur la question du statut et de la formation des enseignants, le caractère reconductible de la grève constituant une protection pour les directions syndicales poussées à appeler à la grève par le caractère de plus en plus massif du mouvement.

Le 20 février, la Coordination nationale universitaire appelle à l'abrogation de la loi LRU. Le 25 février le premier ministre Fillon est contraint d'annoncer le gel des suppressions de postes pour 2010 et pour 2011 (mais pas pour 2009). Début mars, les étudiants rejoignaient le mouvement des personnels, parfaitement conscients de la convergence de leurs intérêts avec ceux des personnels. Sous leur impulsion, des dizaines d'assemblées générales ont voté le blocage de leur université depuis le début du mois de mars. Le 6 mars, le ministre Pécresse reçoit quatre directions syndicales de l'enseignement supérieur, dont le Snpress-Fo qui accepte de négocier avec la ministre. Toutefois, sous la pression des manifestants, la direction du SneSup-Fsu, syndicat majoritaire dans l'enseignement supérieur (40 % des voix), non sans hésitations (le secrétaire général, Jean Fabbri, était favorable à la négociation), cède à l'ampleur du mouvement et refuse de se rendre à la négociation.

Le 20 mars, le ministre Darcos repousse d'un an l'entrée en vigueur de la « mastérisation ». Des lieux de savoir ont été occupés (l'ENA le 16 mars, Sciences Po le 17 mars, Aeres le 18 mars, la Sorbonne et le CNRS le 26 mars...) et évacués sans ménagement par les forces de répression de l'É-

tat. Le 2 avril, Pécresse annonce la réouverture de 130 postes de chercheurs aux concours de recrutement. La huitième Coordination nationale réunie à Paris le 6 avril maintient que *« le mouvement durera tant que nous n'aurons pas obtenu le retrait des réformes contestées »* (Communiqué). Car, sur l'essentiel, rien n'est obtenu. Le 7 avril, Sarkozy affirme même que *« c'est un choix sur lequel* [il] *ne reviendra jamais »* (Table ronde sur la recherche, Venelles, 7 avril).

Le gouvernement a d'abord adopté la tactique du pourrissement, en espérant que les enseignants décident eux-mêmes de reprendre les cours. Faute d'y parvenir, il use de la menace, en faisant peser sur les enseignants grévistes le risque d'un semestre perdu pour les étudiants. *« Désormais, la seule préoccupation de ceux qui aiment l'université, c'est la reprise des cours et le bon déroulement des examens »* (Pécresse à l'Assemblée nationale le 8 avril). *« Il est temps de se remettre au travail »* (*L'Express*, 10 avril). Il exerce une pression, via certains présidents d'université qui menacent d'imposer des sanctions aux enseignants (Lille 2, Nancy) ou qui agressent physiquement les étudiants (Nice).

Le gouvernement fait usage du mensonge, notamment lorsque Fillon prétend que la réécriture du texte sur les statuts est *« parfaitement conforme aux attentes de la communauté universitaire »*, que les enseignants en grève constituent une *« petite minorité »* (*France Inter*, 22 avril), ce qui est rapidement réfuté par l'ampleur des mobilisations. Pécresse ment également lorsqu'à Orléans, elle raconte que *« les étudiants et les enseignants ont voté... la reprise des cours »* (*LibéOrléans*, 5 avril 2009), puisqu'un tel vote n'a jamais eu lieu. Elle cherche à opposer enseignants et étudiants : *« Cela nécessite une volonté de la communauté universitaire de sauver cette année, de penser d'abord aux étudiants »* (*RTL*, 26 avril). Le gouvernement fait usage aussi de la répression policière, envers les étudiants et les enseignants-chercheurs.

Les directions syndicales interdisent de gagner, en empêchant la grève générale de l'Université

D'après la neuvième Coordination nationale des universités réunie le 29 avril, 53 établissements sont en grève, dont plus de 40 en grève totale, et 44 sont bloqués, si bien qu'au total 73 d'entre eux resteraient mobilisés. Or, jamais les directions syndicales, à commencer par la principale d'entre elles, le SneSup-Fsu, n'ont appelé à la grève générale, jamais elles n'ont réellement organisé de manifestation centrale à Paris. Si la direction du SnesUp a refusé de négocier avec Pécresse, contrairement à la direction du Snpress-Fo, elle refuse de centraliser le combat. La direction U&a (Pcf) et Ee (Npa) de la Fsu a refusé de combattre contre les 13 500 suppressions d'emplois dans l'enseignement primaire et secondaire, a refusé d'organiser la lutte contre la loi LRU, prétend mensongèrement que le gouvernement avait changé de politique : le 20 mars, un communiqué de la Fsu et de ses syndicats, dont le SneSup, se félicitait des *« évolutions qui prennent en compte les mobilisations »*. Elle oppose enseignants et non-enseignants, elle organise des referendums pour court-circuiter les décisions prises en assemblées générales...

De même, alors qu'un nombre important d'universités sont bloquées, la direction nationale de l'Unef, qui ne s'est pas opposée à la loi LRU, ni au décret sur le recrutement et la formation des enseignants, s'est opposée aux assemblées générales en appelant à des blocages partiels. La tendance TUD (contrôlée par le Npa) protège la direction Ps de l'Unef en s'opposant à la grève générale. Chacune à sa manière, la Fse, en détournant les étudiants de l'affrontement contre les directions syndicales, et Sud-Étudiant, en participant de l'isolement local des assemblées générales, empêchent les étudiants d'affronter le gouvernement.

Les directions syndicales des personnels et des étudiants et leurs complices politiques (Ps, Pcf, Lo, Npa...) sont parvenus à éclater le mouvement en grèves reconductibles, laissées isolées les unes des autres, ont fourvoyé le mouvement dans des substituts impuissants qui protègent le gouvernement, qui divisent, qui ridiculisent : des « grèves administratives » consistant à ne pas rendre les copies des examens du premier semestre au détriment des étudiants, la menace de ne pas tenir les jurys du bac au détriment des lycéens, des simulacres de « procès » contre Sarkozy et Pécresse, des occupations symboliques, des « rondes « , des « freezings », des « lâchers de ballons » et autres pitreries...

Pour gagner, pour infliger une défaite à ce gouvernement, il manque l'appel des directions syndicales de l'enseignement supérieur à la grève générale de l'université, à une gigantesque manifestation centrale au ministère de l'enseignement supérieur.

Abrogation de la LRU ! Retrait du projet de décret modifiant les statuts ! Retrait du projet de mise en cause des concours d'enseignement ! Retrait du projet de contrat doctoral ! Rétablissement des 1 030 postes supprimés !

Directions syndicales étudiantes et de l'enseignement, appelez à la grève générale jusqu'à satisfaction des revendications !

Tract diffusé dans les manifestations le 19 mars

Comme en Guadeloupe, grève générale !

Chaque semaine, en France et dans tous les pays, les travailleurs subissent un peu plus les conséquences de la crise capitaliste mondiale. Le G20, l'Union européenne, le gouvernement français et les autres sont bien incapables d'empêcher la chute des échanges internationaux et de la production. Il ne s'agit pas seulement de la crise de la finance parasitaire : tout le capitalisme s'effondre, menaçant d'entraîner dans sa chute les producteurs, la civilisation et la planète.

Pour les groupes capitalistes, l'argent public ; pour les travailleurs, les licenciements

Les patrons chassent les intérimaires et licencient les travailleurs à contrat à durée indéterminée. Rien que pour janvier, l'INSEE comptait 90 000 chômeurs de plus, pour atteindre 2,2 millions, soit 8,2 % de la population active (en fait bien plus). Pour ceux qui ont un emploi, c'est soit l'intensification du travail sans augmentation de salaire, soit le chômage partiel et la baisse du pouvoir d'achat.

Au même moment, des centaines de milliers de stagiaires et d'apprentis travaillent pour une bouchée de pain ou même gratuitement.

Sarkozy disait que les caisses de l'État étaient vides. Pourtant, le gouvernement vole aux secours des escrocs et des licencieurs : 360 milliards pour les banques, 8 milliards pour PSA et Renault. Il trouve l'argent pour ouvrir une nouvelle base militaire (aux Émirats arabes unis) et pour envoyer, à grands frais, des milliers de flics aux Antilles et des milliers de soldats en Afghanistan... Tôt ou tard, pour rembourser la dette publique, il augmentera le fardeau des impôts qui pèsent déjà largement sur les salariés et les travailleurs indépendants.

Pour préserver les chances de survie de l'impérialisme français dans la compétition capitaliste que la crise intensifie, le gouvernement Sarkozy-Fillon continue à privatiser (y compris les universités, les hôpitaux, la recherche...). Il redouble son offensive contre les chômeurs, contre les immigrés, contre l'enseignement public (réduction à 3 ans d'études pour le bac professionnel au lieu de 4, suppression de 13 500 postes d'enseignants au budget 2009...), contre la santé publique, contre la recherche publique, contre le droit à la retraite, contre les libertés démocratiques, il réprime et intimide les grévistes et les manifestants par la police et les tribunaux...

La classe ouvrière et la jeunesse cherchent à se défendre contre le patronat et le pouvoir à son service

Des centaines de milliers de manifestants ont protesté fin décembre 2008 et début janvier contre l'agression sioniste alors que la 5e République continue à armer Israël. À chaque plan de licenciement, les ouvriers et les employés se révoltent. Le 29 janvier, 2,5 millions de salariés et de jeunes ont manifesté contre le gouvernement. Les lycéens ont obtenu le report du projet d'éclatement de l'enseignement secondaire et de mise en concurrence des lycées. Depuis des mois, les formateurs des IUFM, les enseignants-chercheurs et les étudiants cherchent à arracher l'abrogation de la loi LRU, le retrait des projets contre la formation des professeurs, contre les doctorants et les chercheurs, le rétablissement des postes aux concours. Les travailleurs de la Guadeloupe, puis de la Martinique, ont imposé aux organisations syndicales la grève générale et ainsi obtenu une partie de leurs revendications.

Assez de négociations des plans réactionnaires, assez de « journées d'action » ! Il faut affronter et vaincre le gouvernement Sarkozy-Fillon par la grève générale !

Pourtant, les dirigeants des confédérations syndicales et les partis réformistes ont laissé sans perspective les manifestants du 29 janvier. Ils ont couru à l'Élysée quand Sarkozy les a convoqués et l'ont supplié de mener une meilleure politique ! Les chefs syndicaux ont délibérément isolé la grève générale des Antilles et ils ont refusé de l'étendre en France, au grand soulagement du gouvernement et de la presse bourgeoise.

> *Aucun syndicat, pas même les SUD, n'envisage de transposer à la métropole une situation à la guadeloupéenne.* (*Le Monde,* 14 mars 2009)

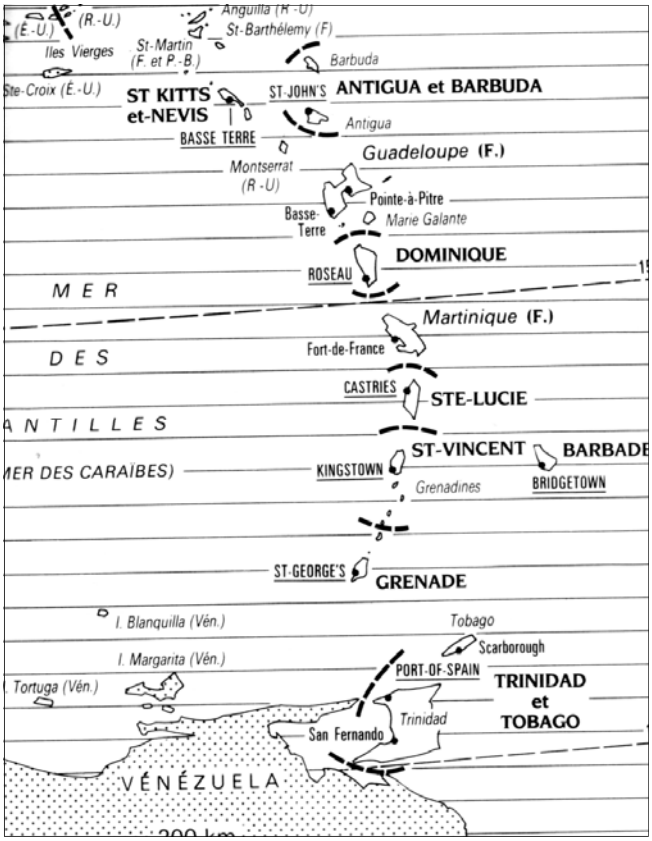
Les « journées d'action » et les « grèves reconductibles » site par site, les « chaînes humaines » et autres « freezings » dispersent les forces de ceux d'en bas et permettent à ceux d'en haut de poursuivre leur oeuvre de destruction et de réaction.

Les travailleurs et les jeunes en formation doivent imposer aux directions syndicales qui parlent en leur nom qu'elles rompent avec le gouvernement et appellent à la grève générale, ils doivent élire en assemblées générales leurs représentations révocables, centralisées localement et nationalement.

Ainsi, la mobilisation pourra arracher l'interdiction des licenciements, l'annulation de tous les plans du gouvernement, l'augmentation de 200 euros de tous les salaires, des bourses et de tous les minima sociaux, la baisse du temps de travail, un logement pour tous... Ainsi, nous battrons le gouvernement Sarkozy-Fillon et nous le chasserons. Organisons-nous pour ouvrir la voie à un gouvernement ouvrier, aux États-Unis socialistes d'Europe qui peuvent les garantir.

Groupe Bolchevik

La grève générale aux Antilles
Il a manqué un parti révolutionnaire



Le 4 mars dernier s'est achevée la grève générale des travailleurs guadeloupéens, grève lancée le 20 janvier par le *Collectif contre l'exploitation* (« *Liyannaj Kont' Pwofitasyon* », LKP) et qui a duré 44 jours. Le 14 mars, le prolétariat de Martinique a repris le travail après 38 jours de grève générale, déclenchée par le *Collectif du 5 février*. Durant ce mois et demi, les travailleurs, les jeunes et les exploités du pays ont démontré leur force de classe, leur capacité à se regrouper contre les capitalistes et l'Etat colonial français. Cette grève générale a posé la question du pouvoir aux Antilles. Qui doit gouverner ? Les préfets de Sarkozy et le Medef ou les travailleurs qui produisent toutes les richesses, assurent tous les services ?

Des grèves générales contre la vie chère, l'exploitation et l'oppression coloniale

Dans ces « départements d'outre-mer », issus de l'empire colonial français, un jeune sur deux est au chômage ; globalement 23 % des travailleurs sont privés d'emplois en Guadeloupe, 22 % en Martinique. Plus de la moitié de ces chômeurs sont sans travail depuis plus de trois ans. 120 000 Guadeloupéens dépendent des minimas sociaux. L'exploitation et la pauvreté résultent de la dépendance économique entretenue vis-à-vis de l'impérialisme français et du maintien de la propriété privée des principaux moyens de production et de distribution dans les mains blanches des békés, les descendants des esclavagistes. La République française n'hésite pas à maintenir l'ordre bourgeois, y compris ses aspects coloniaux, racistes, aussi archaïques que répugnants, en envoyant ses flics et ses militaires qui répriment plus violemment encore qu'en France. En Guadeloupe, en 1952, les CRS ont blessé 14 ouvriers du sucre et en ont assassiné 4 ; en 1967, la police a tué 87 ouvriers du bâtiment.

Les prix flambent, supérieurs de 30 % à ceux pratiqués en France. En novembre, en Guyane, puis à la Réunion, des manifestations et des barrages obtiennent une petite diminution du prix de l'essence. Tandis que les profits de Total atteignent des sommets, sa filiale, la SARA, qui contrôle la distribution du pétrole dans les colonies françaises empoche 3 millions d'euros des collectivités locales (conseils général et régional) pour faire baisser, paraît-il, les prix de l'essence en Guadeloupe. Cadeaux aux patrons, vie chère et chômage pour la population laborieuse, le mécontentement trouve un débouché : le 16 décembre 2008, plus de 6 000 manifestants défilent à Pointe-à-Pitre. Le 17 décembre à Basse-Terre, ils sont 4 000.

La grève débute le 20 janvier, porteuse des légitimes revendications des travailleurs : augmentation de 200 euros des salaires, des retraites, des minima sociaux, relèvement du SMIC, baisse des prix des produits de première nécessité, gel des loyers, baisse de 50 centimes du litre d'essence, baisse du prix de l'eau et des transports publics, titularisation de tous les précaires publics et privés, droit à l'éducation...

Le premier jour de grève, ce sont 15 000 grévistes qui déboulent dans les rues de Pointe-à-Pitre. Les 24 et 25 janvier, 25 000 puis 40 000 manifestants. Le 30 janvier, 60 000 personnes défilent dans la capitale (l'île compte 400 000 habitants). Les meetings rassemblent des milliers de travailleurs en lutte. Les piquets de grève tiennent les entreprises. Pendant plus de 6 semaines, les défilés et rassemblements sont massifs. Devant le QG du LKP à Pointe-à-Pitre, des milliers de grévistes tiennent meeting. La classe ouvrière de Guadeloupe met en œuvre les méthodes classiques des exploités pour arracher les revendications : grève générale, manifestations de masse, piquets de grève, assemblées et collectifs pour s'organiser et décider.

Le 5 février, dans la foulée du mouvement déclenché en Guadeloupe, la classe ouvrière de Martinique entre massivement en grève générale, revendi-

quant 354 euros pour tous, la baisse des prix des produits courants, le maintien des postes dans la Fonction publique...

En Guyane, le 18 février, la première manifestation ouvrière rassemble plusieurs centaines de travailleurs. À la Réunion, un collectif regroupant les syndicats (dont la CGTR) et des partis (dont le PS) appelle à une journée de grève générale et manifestations pour le 5 mars afin d'arracher 200 euros pour les bas salaires et les revenus sociaux, ainsi que la baisse de 20 % des prix.

Les Collectifs qui ont dirigé la grève

En Martinique, le *Collectif du 5 février* est une intersyndicale rassemblant 12 organisations. Il s'est constitué parce que la grève générale déferlait en Guadeloupe et que la population laborieuse de Martinique voulait emboîter le pas. S'il a porté les revendications ouvrières sur les salaires, l'emploi, il a laissé de côté les aspirations largement autant partagées à liquider la ségrégation, le pouvoir des Blancs qui opprime, méprise, rabaisse la population noire ou métisse.

À la Guadeloupe, le *Collectif contre l'Exploitation* (*« Liyannaj Kont' Pwofitasyon »*) regroupe 46 organisations syndicales, culturelles et politiques. Le principal syndicat est l'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe, qui a remporté 52 % des voix aux élections prud'homales de 2008. Son secrétaire, Elie Domota, est d'ailleurs le porte-parole du LKP. L'UGTG est née en 1973, suite à de puissances grèves ouvrières, notamment celles de 1971 et en attirant des militants indépendantistes. Elle s'est constituée en opposition à la CGTG, liée au PCG, largement compromise avec les patrons et l'Etat français, et qui est présente aussi dans le LKP, avec FO, la CFDT, la CFTC. Parmi les organisations politiques, on trouve le Parti Communiste de Guadeloupe (l'organisation sœur du PCF), Combat Ouvrier (celle de LO), le NPA Guadeloupe, les Verts, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) et la Convention pour une Guadeloupe nouvelle (CPGN).

Mêlant organisations ouvrières et petites bourgeoises nationalistes ou bourgeoises, le LKP dit de lui-même qu'il est une alliance de notables et d'ouvriers (*« moun wodibou ansanm avè moun badibou »*). D'ailleurs, sa plateforme mélange les revendications ouvrières et populaires avec des bavardages de petits bourgeois (*« une société neuve qui sera capable de développer l'éducation, la connaissance, la santé, le logement, le travail et le respect pour ses enfants en conservant ses traditions »*) et des illusions dans la collaboration entre les classes (acceptation du travail le dimanche, simple moratoire du projet Sarkozy-Darcos de recrutement des enseignants, participation de représentants salariés aux organes de direction des d'entreprise, etc.).

Cependant, sous la pression ouvrière, après des journées de mobilisation très suivies en décembre, le LKP appelle à la grève « *reconductible* », que le prolétariat transforme en grève générale jusqu'à satisfaction. Par centaines, par milliers, les travailleurs accompagnent les délégations du LKP jusqu'aux lieux des discussions avec les représentants de l'Etat et des patrons. Tout à la fois, soutien et aspiration à contrôler leur mouvement.

Manoeuvres policières et politiques pour restaurer l'ordre bourgeois et colonial

Pendant deux semaines, Sarkozy et son gouvernement font silence sur l'explosion ouvrière en Guadeloupe. Ils jouent le pourrissement, l'isolement et envoient des milliers de policiers aux Antilles, en renfort des forces de répression déjà présentes. Pour l'emploi de ces mercenaires de la bourgeoisie, pour leur équipement et pour leurs déplacements à travers l'océan, l'État bourgeois sait trouver de l'argent. Les préfets les utilisent pour tenter de briser la grève et intimider les manifestants : couvre-feu à la Martinique, attaques des barrages en Guadeloupe et en Martinique, et même tirs à balles réelles en Guadeloupe contre des jeunes qui osent s'armer pour se défendre contre leurs exactions... Dans cette situation, la responsabilité politique de l'assassinat de Jacques Bino, militant de la CGTG, incombe entièrement au gouvernement Sarkozy, Fillon, Alliot-Marie, serviteur fidèle des fauteurs de misère.

Devant la détermination du mouvement gréviste, la crainte d'une contagion à toutes les Antilles et à la France, le « secrétaire d'État à l'Outremer », Yves Jégo, puis deux « médiateurs » sont expédiés sur place pour « *aider au dialogue entre les partenaires sociaux* ». Ils reçoivent l'aide des élus PS locaux qui réclament un... « *assouplissement de la grève générale* ». Le 8 février, le LKP, qui accepte ce cadre, annonce la signature d'un « *préaccord* » avec Jégo. Pour le gouvernement, l'essentiel est de répandre que la grève générale n'a pas lieu d'être, que patrons et syndicats, en « *partenaires* » vont trouver des « *solutions raisonnables* ». En fait, les patrons décrètent qu'ils ne lâcheront rien et le gouvernement table sur le pourrissement.

Le prolétariat de Guadeloupe a réagi en organisant le blocage plus serré de l'île, les barrages routiers. La grève générale en Martinique s'est étendue.

Sarkozy reste prudemment à Paris, bénéficiant de l'absence totale de soutien à la grève générale que les réformistes en France organisent sciemment. Au premier chef, les confédérations et fédérations syndicales : en 5 semaines, aucun acte de solidarité, aucun appel, l'inertie la plus calculée. Contre les intérêts du prolétariat en France qui souffre aussi du chômage, de la vie chère, des conséquences de la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon et qui ferait évidemment siennes les revendications de Guadeloupe et de Martinique, les dirigeants des syndicats refusent de reprendre ces revendications. Ils organisent les journées d'action, contre la grève générale. Le 18 février, ils rencontrent Sarkozy ; inter-

viewé le soir sur France 2, Thibault ne prononce pas un mot de soutien à la grève générale aux Antilles, pas un mot pour Jacques Bino assassiné la veille. Les porte-paroles des partis traîtres, PS et PCF, sont aussi capitulards : Marie-George Buffet, la secrétaire du PCF se contente de réclamer *« l'ouverture de négociations »*, comme Sarkozy. Le 13 février, Martine Aubry, la secrétaire du Parti Socialiste déclare redouter *« la contagion »* (sic) à la France, ajoutant : *« Il faut tout faire pour que cela n'arrive pas»*.

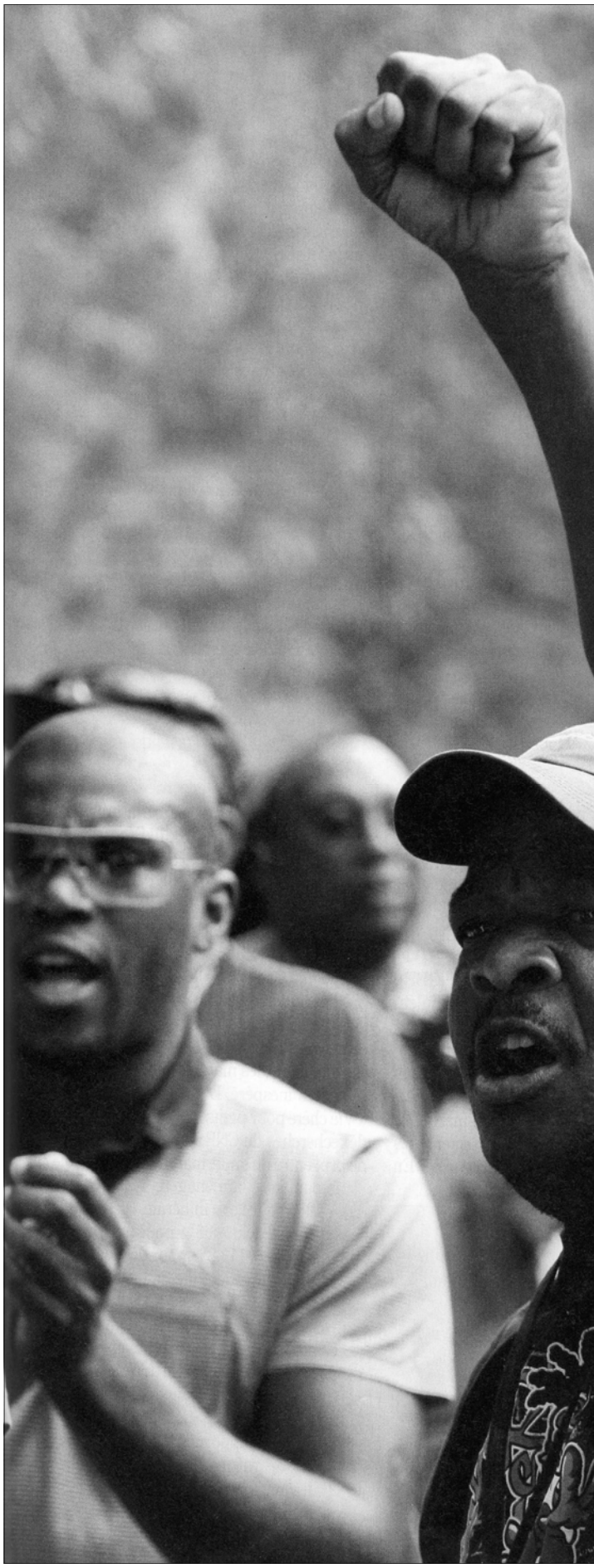
Le 19 février, pour essayer de remettre en selle la représentation bourgeoise et préparer des « *Etats généraux de l'Outremer* », Sarkozy reçoit à l'Elysée une poignée d'élus de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion. Alfred Marie-Jeanne, président du Conseil régional et député « indépendantiste » de la Martinique, en sort en osant dire : *« Il est très difficile de dire si on est satisfait ou non »*. Victorin Lurel, le président « socialiste » du conseil régional de Guadeloupe, y voit même *« une avancée significative »*. Le 27 février, Oscar Temaru, le président « indépendantiste » de la Polynésie, déclare, après avoir déjeuné avec Jégo : *« Le président de la République a dit qu'il n y aura pas de tabou dans les discussions... c'est ce que nous souhaitons tous »*.

Les accords signés

Le 26 février, le LKP donne son consentement à un accord entre « *partenaires sociaux* ». Elie Domota (UGTG) parle d'un *« accord qui vaut son pesant d'or »*. Max Evariste (FO) déclare immédiatement que *« logiquement, ça devrait déboucher sur une reprise du travail assez rapidement »*.

En fait, le Medef, représentant les plus grosses entreprises (et les plus gros profits), a refusé de signer ; son représentant, Willy Angèle, a multiplié les provocations à l'égard des syndicalistes. Le préfet, Nicolas Desforges, ne cache pas que *« l'accord, pour le moment, ne concerne que 15 à 17 000 salariés sur 85 000 salariés »*. Jégo précise que 100 euros seront assurés par l'État pendant 3 ans, 50 euros par les collectivités locales (conseils général et régional) et 50 euros seulement par le patronat. Au bout des 3 années, ce serait au patronat de verser les 200 euros alors que le Medef local n'accepte pas l'accord... Seuls les travailleurs touchant moins de 1,4 SMIC sont concernés par les 200 euros. Dans des secteurs comme l'hôtellerie, la canne à sucre, la grève se poursuit quelques jours pour faire signer ou faire entrer en vigueur l'accord salarial. Début avril, l'accord concerne 25 000 salariés et le LKP, avec les directions syndicales françaises, attend de Sarkozy qu'il l'étende aux entreprises récalcitrantes : comme si le gouvernement Sarkozy-Fillon-Hortefeux était là pour accorder ou garantir la moindre revendication ouvrière, comme s'il ne protégeait pas exclusivement les intérêts des Total, Carrefour, Renault et autres patrons et franchisés.

Le protocole signé par le LKP, avec le préfet et les conseils général et régional, enregistre des avancées comme la baisse des prix (20 % pour les transports, 3 à 10 % pour l'eau) le gel des loyers des logements publics



Guadeloupe, 14 février, photo Chesnot / Sipa

en 2009, la baisse du prix de la restauration scolaire, des primes de 100 et 200 euros pour les foyers les plus modestes. Pour les autres revendications, en particulier sur les prix des denrées alimentaires, les négociations restent ouvertes : maintenant que la grève générale est rentrée, quelles garanties ? Ainsi, pendant tout le mois de mars, des augmentations de prix ont lieu, en prévision des baisses ultérieures possibles.

L'accord salarial martiniquais du 11 mars ressemble beaucoup à celui signé par le LKP : l'augmentation est de 200 euros pour les salaires inférieurs à 1,4 SMIC, mais il ne durera que deux ans avec les mêmes subventions de l'Etat et des collectivités qu'en Guadeloupe, le patronat ne versant que 50 euros. Le patronat d'ores et déjà prévient de la façon dont il compte « soutenir le pouvoir d'achat » : il annonce 90 000 suppressions d'emplois pour l'année 2009. Si certains prix dans les magasins d'alimentaire ont baissé, la cherté de la vie n'est pas du tout endiguée. Ainsi, pour les loyers, les transports, l'eau, l'électricité, aucune revendication n'a abouti : une négociation ultérieure entre « *partenaires sociaux* » est chargée de *« rechercher en Commission Paritaire, et avec la participation de l'Etat et des Collectivités locales, les solutions permettant de sauvegarder le principe de l'amélioration du pouvoir d'achat visé dans le présent accord »*.

Contre la profitation, il faut le contrôle ouvrier et un gouvernement des travailleurs

Le prolétariat de Guadeloupe et de Martinique a mené la lutte de classe ; il a montré sa détermination, ses immenses capacités de mobilisation, sa spontanéité, son courage. Mais une grève générale ne peut durer indéfiniment. Le problème, alors, est de savoir si la production, le transport et la distribution redémarrent au compte des mêmes exploiteurs, sous le joug de l'État capitaliste et colonial, ou sur la base du contrôle des travailleurs sur le processus de production, sur les prix, sans hésiter à recourir à l'expropriation des békés et des groupes capitalistes qui résisteraient. Les représentants des masses dans le LKP ou le Collectif du 5 février n'ont pas présenté cette alternative ; non marxistes, ils n'ont pas développé le seul programme à même de mener à une vraie victoire.

Il a manqué un parti ouvrier révolutionnaire qui aurait avancé dans la grève générale, le programme de la révolution socialiste : Contrôle ouvrier et populaire sur les entreprises vitales, sur les prix, sur la distribution ! Dehors, les forces de répression ! La représentation des travailleurs de la Guadeloupe et de la Martinique, doit prendre en mains les affaires des Antilles. Mise sur pied de comités dans les entreprises et administrations, les quartiers et les villages, pour désigner leurs représentants au collectif de chaque île ! Gouvernement ouvrier et paysan sur cette base ! L'économie de la Guadeloupe et celle de la Martinique ne peuvent vivre dans l'isolement : établissement d'une collaboration sur une base équitable avec la France et de liens de toutes sortes avec Cuba, avec toutes les Antilles-Caraïbes, avec le Québec, avec toute l'Amérique centrale et du Nord !

Ce parti reste à construire, aux Antilles comme en France, intégrant les leçons de cette puissante grève générale.

Fondation du NPA
Le réformisme du 21e siècle

Ni communiste, ni révolutionnaire

L'abandon de ces termes dans l'intitulé du parti résume les choix du congrès (6, 7 et 8 février 2009) qui a enterré la Ligue communiste révolutionnaire et proclamé le Nouveau parti anticapitaliste. Ce NPA est un produit de la période où le prolétariat a reculé sous les assauts de la bourgeoisie, où le capitalisme a été rétabli en Russie, en Europe de l'Est et en Chine, où les organisations qui se réclamaient de la 4e Internationale ont rejeté les leçons d'Octobre et la nécessité de construire des partis ouvriers révolutionnaires.

Dès sa naissance, le NPA s'inscrit dans la décomposition du mouvement ouvrier, puisqu'il n'est pas question d'expliquer aux travailleurs, aux jeunes, que seule une révolution prolétarienne, une insurrection mettant à bas l'État bourgeois, imposant un gouvernement révolutionnaire peut résoudre les innombrables misères que la classe des capitalistes abat sur nos têtes. Des paragraphes et des paragraphes en guise de « *principes fondateurs du NPA* », mais pas un qui dise clairement qu'il faut que le prolétariat prenne le pouvoir, qu'il se dote d'un État à lui, édifié sur les conseils, les comités qu'il aura construits au cours de sa mobilisation, pour briser la résistance de la bourgeoisie, pour gagner la guerre de classe. Parce qu'il se fixera pour tâche de satisfaire les immenses besoins de la population laborieuse qui le contrôlera, ce gouvernement, cet État ouvrier arrachera des mains des capitalistes les moyens de produire, de transporter, d'échanger ; l'expropriation, la collectivisation, la mise sur pied d'un plan de développement visant à nourrir, loger, soigner, instruire, libérer, voilà le programme d'un parti qui veut vraiment changer le monde, c'est à dire liquider le mode de production capitaliste et construire le socialisme, pour une société sans classe et sans oppression.

Cette orientation politique, apprise chez Marx, Engels, Lénine, Luxembourg, Trotsky, implique le combat pour l'indépendance de classe du prolétariat et pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire et de ses partis. Le NPA rejette ces acquis d'un siècle et demi de luttes ouvrières. Aux jeunes étudiants, travailleurs, aux ouvriers, aux chômeurs, aux salariés dégoûtés par la politique des partis social-démocrate et ex-stalinien, il ne propose qu'un programme réformiste et des références politiques non marxistes.

Une recette indigeste

Démocrates, écolos, bobos, ex-LO, féministes, pablistes, syndicalistes, libertaires (et on en oublie), les composantes du NPA se sont mises d'accord, à grands renforts d'amendements, sur un document qui résume leurs visions politiques. Il ressemble à un hachis Parmentier, dans lequel chacun a tenté de recycler sa marchandise. Que vous cherchiez la révolution ou le statu quo, par roublardise ou naïveté, on vous dira « *si, ça y est dedans* »... et souvent leurs montagnes (« *les exigences radicales* ») accouchent de souris (l'opposition quand l'appareil d'Etat *exagère*) :

> *Notre programme comporte aussi des exigences démocratiques radicales pour s'opposer aux excès et dérives des institutions répressives (police, justice, prisons, armée...).* (*Principes fondateurs*, chapitre 3)

Autre montagne :

> *Nous présentons un plan d'urgence sociale pour faire supporter le coût de la crise aux capitalistes qui en portent la responsabilité. (Résolution générale,* I2A)

Passons à la souris, 5 lignes plus loin :

> *Pour les entreprises qui se révèlent réellement en difficulté, le financement sera assuré par un service public bancaire, avec une cotisation spéciale acquittée par l'ensemble des actionnaires. Maintien du salaire en cas de chômage technique financé par le même fonds.*

En clair, une banque publique renflouera et paiera les salaires. Et s'il faut financer, pourquoi ne pas exproprier ? C'est trop *bolchevik* ?

Tous les courants du NPA partagent la même répulsion pour la révolution russe de 1917, jamais citée dans le document fondateur. S'ils parlent de « *socialisme du 21e siècle* » (expression qu'utilisent le président Chavez au Venezuela et le président Correa en Équateur), c'est pour n'être pas assimilés à des défenseurs de la première révolution prolétarienne victorieuse.

Lees fondateurs du NPA fustigent ensemble le « *productivisme* » quand 900 millions de personnes dans le monde crient famine, « *un modèle insidieux et manipulateur basé sur la consommation* », comme si la majeure partie de l'humanité ne cherchait qu'à s'approprier le superflu ! Ils font croire que lorsque les exploités et les opprimés se mettront en mouvement, la bourgeoisie, ses flics, son armée resteront bras ballants tandis que des pâquerettes sans OGM fleuriront sur les trottoirs. S'ils parlent d'« *écosocialisme* », c'est parce qu'ils aspirent à s'appuyer sur la petite bourgeoisie qui ne désigne pas le mode de production capitaliste comme véritable responsable du pillage et des atteintes à l'environnement. De « *démocratie* » en « *autogestion* », avec ses « *citoyen-ne-s* », son « *néolibéralisme* »,

son « *économie de marché* », son « *altermondialisme* », les « *principes fondateurs du NPA* » brouillent les frontières de classe. Ainsi, le NPA ne manque pas d'affirmer son soutien au leader du parti-paysan indigéniste en Bolivie, à un ex-séminariste à la tête d'une coalition de front populaire en Équateur et à un ex-colonel, nationaliste bourgeois au Venezuela.

> *Nous observons avec une attention particulière et beaucoup d'espoir les processus en cours en Bolivie, Equateur et Venezuela.* (*Résolution générale,* III2)

Nouvelle étiquette pour vieille marchandise

Fan de Chavez aujourd'hui, la direction réelle du NPA provient largement de l'ex-LCR, elle-même produit d'une scission minoritaire de la section française de la 4e Internationale en 1952.

En 1951, les dirigeants de la 4e Internationale étaient devenus sceptiques sur la révolution prolétarienne et impatients devant l'insuccès de leur propre organisation et cherchèrent des raccourcis. Pablo et Mandel révisèrent alors le programme et confièrent à la bureaucratie stalinienne le soin de faire la révolution. Abandonnant une orientation indépendante vers la classe ouvrière et la lutte pour construire un parti qui pourrait briser la domination politique de la bureaucratie, ils réduisirent leur rôle à celui de conseiller des nationalistes petits-bourgeois et des staliniens, essayant de les influencer et de les pousser vers la gauche. Dans les pays avancés, les groupes trotskystes devaient, selon eux, s'insérer dans les partis staliniens ou sociaux-démocrates. Dans les pays dominés, le « pablisme » prônait le « front unique anti-impérialiste », de rejoindre le mouvement nationaliste. Ils exclurent en 1952 la section française qui leur résistait, puis provoquèrent l'explosion de la 4e Internationale, qui ne s'en remit pas.

Cette ligne se révéla immédiatement fausse lors de la révolution de 1952 en Bolivie et de la révolution de 1953 an Allemagne de l'est, sans pour autant ramener ses dirigeants à l'orthodoxie.

Les illusions se reportèrent sur le FNL d'Algérie et le M26J de Cuba. Le SI rebaptisé SU devint soudain castriste, donc guerilléristе. Alors, les dirigeants européens du SU, qui menaient une confortable carrière universitaire (Mandel, Maitan, Weber, Bensaïd, Habel, Löwy...), envoyèrent inutilement à la prison, à la torture (par des militaires formés à cette fin par l'armée française) et à la mort des centaines de militants qui auraient pu devenir des cadres révolutionnaires dans la classe ouvrière d'Amérique latine.

Comme Castro, Mandel et ses adjoints soutinrent parallèlement tous les fronts populaires, tant au Chili (Unité populaire, voir *Révolution Socialiste* n° 14) qu'en France (Union de la gauche).

La LCR a fourni nombre de cadres au PS : Weber, Dray, Assouline, Filoche, Alliès... (et même au MRC bourgeois : Naïr). La conseillère de Royal, Bouchet-Petersen, vient également de la LCR. La LCR a contribué à la division syndicale en ajoutant les SUD aux multiples confédérations.

Révisionniste du trotskysme, flanc-garde du PCF et des appareils corrompus, la LCR qui a appelé à voter Chirac en 2002 a toujours épousé les modes et la ligne de moindre résistance, collée à la petite bourgeoisie « de gauche ». Stalinophile, titiste, castriste, tiers-mondiste, guerilléristе, union de la gauche, écologiste... réformiste toujours.

Mars 2006, la LCR et LO font bloc avec des partis bourgeois comme le PRG, le MRC et les Vets, afin que le gouvernement Chirac « réponde aux attentes »

Le « socialisme pour le 21e millénaire »

Les dirigeants de la LCR ont lancé leur « parti anticapitaliste » en estimant qu'un espace s'était ouvert pour eux, avec le score de Besancenot à l'élection présidentielle : un PS deux fois battu, aux liens extrêmement distendus avec les ouvriers, les jeunes, à cause de la politique bourgeoise qu'il ne manque pas de mener au gouvernement comme dans l'opposition parlementaire ; l'agonie du PCF que manifestent ses scores électoraux ou ses campagnes de distribution de faux billets ; la lassitude de centaines de milliers de travailleurs qui avaient espéré en vain que Lutte ouvrière servirait à autre chose qu'à capter leur bulletin électoral tous les 5 ans ; le ratatinement des baudruches ATTAC, forums sociaux,

altermondialistes, que feue la LCR gonflait à pleins poumons.

Cet espace, Besancenot et compagnie ont décidé de l'occuper, non en construisant un parti ouvrier révolutionnaire, mais un parti réformiste new look, plus vendable que le PS, le PCF, auprès des jeunes, auprès des travailleurs qui ont fait l'expérience de leurs multiples trahisons. Un parti non prolétarien qui ne formera aucun de ses militants au marxisme, à la théorie pour l'action du prolétariat révolutionnaire. Quelques exemples d'ignorance crasse et de réécriture besancenote du *Capital*.

> *La mondialisation marquée par une offensive des classes dominantes contre les travailleurs et les peuples pour augmenter les profits aboutit à une crise profonde et structurelle du mode de production capitaliste lui-même.* (*Principes fondateurs*, chapitre 1)

En attaquant la valeur de la force de travail (intensification du travail, allongement de sa durée, stagnation ou baisse des salaires, chômage de masse, diminution de la protection maladie, des retraites, refus des titres de séjour, législation anti-grève, anti-syndicat, etc.), la classe capitaliste ne scie pas sa branche, contrairement aux stupidités citées plus haut, elle combat pour maintenir son taux de profit. Elle essaie de contrecarrer une contradiction majeure du mode de production capitaliste : la tendance à développer l'outil de production pour tenir dans la concurrence mondiale, au détriment du travail vivant, du travail des ouvriers, seule source de plus-value. La crise ne provient pas de l' « *offensive des classes dominantes contre les travailleurs* », elle a plutôt été retardée par cette offensive, sans avoir pu être empêchée, ce qui donne une idée du pourrissement du mode de production capitaliste.

La « *mondialisation* », c'est-à-dire la tendance à l'internationalisation des forces productives, n'a rien de nouveau. Par rapport aux modes de production antérieurs, le capitalisme a constitué à cet égard un progrès considérable (qui permet d'envisager le socialisme mondial) :

> *Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays.*
>
> *Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. À la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. À la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations.*
>
> *Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.* (Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1848, GB, p. 9)

Comme pour tous les réformistes, selon le NPA, une bonne politique de relance résoudrait la crise.

> *La banqueroute actuelle est la conséquence logique d'un système en faillite. Elle est le produit de la contradiction entre le développement sans limite du crédit, l'économie d'endettement et le marché d'autant plus limité que les classes dominantes, à la recherche de la rentabilité maximum, entretiennent le chômage de masse, la précarité, bloquent les salaires...* (*Principes fondateurs*, chapitre 1)

Des salaires plus hauts, des consommateurs plus nombreux et voilà la machine qui repart ! En somme, il suffirait de réguler l'offre et la demande. Pour eux, les racines de la crise capitaliste sont dans la sphère du marché, pas dans celle de la production. En cela aussi, ils ne sont pas marxistes, en cela aussi, ils trompent les prolétaires puisqu'ils font croire qu'on peut répondre aux besoins des masses dans le cadre du capitalisme.

Le NPA est bien un parti réformiste qui parle du socialisme comme les curés du paradis, mais qui

Mai 2002, la LCR appelle à voter Chirac

s'arrange, ici et maintenant, avec le capitalisme.

> *Nous participons aux luttes pour des réformes immédiates et nos réponses politiques partent des réalités du terrain, de tout ce que chacun-e vit au quotidien.* (*Principes fondateurs*, chapitre 4)

Les mots ne sont pas choisis au hasard, il ne s'agit pas du combat pied à pied pour la satisfaction des revendications, mais d'« *une politique de réformes progressistes dans le cadre du système* » à laquelle « *le PS a même renoncé* » (*Principes fondateurs*, chapitre 4).

A la vieille séparation entre programme minimum et programme maximum à laquelle le NPA se conforme, le Programme de transition rédigé par Trotsky et adopté à la conférence de fondation de la 4e Internationale donne une claque magistrale :

> *La tâche stratégique de la prochaine période - période prérévolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation - consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.*
>
> *La social-démocratie classique, qui développa son action à l'époque où le capitalisme était progressiste, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre :* le programme minimum, *qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et le* programme maximum, *qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'a pas besoin de ce pont, car de* socialisme, *elle ne parle que les jours de fête.*
>
> *L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, déflation, vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.) ; alors que chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois.*
>
> *La tâche stratégique de la 4e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, l'accomplissement de cette tâche stratégique est inconcevable sans que soit portée la plus grande attention à toutes les questions de tactique, même petites et partielles.*
>
> *Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.*
>
> *La 4e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme « minimum », dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles « minimum » des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent -et cela se produit à chaque pas-, la 4e Internationale met en avant un système de* revendications transitoires *dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux « programme minimum » est constamment dépassé par le* programme de transition *dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.* (Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de IVe Internationale*, 1938, GB, p. 6...)

Soutien aux journées d'action

Parce qu'en dépit de l'habillage « gauche radicale », le programme est le même que celui du PS, du PCF, du PG, parce que le refus de la dictature du prolétariat est pareillement partagé, la LCR construisant le NPA a fait des blocs, aux dernières élections municipales avec la « gauche plurielle ».

Les initiatives prises en commun, en appui aux directions des confédérations syndicales, viennent confirmer que le fossé n'est pas si grand entre les différentes boutiques réformistes. Le congrès fondateur du NPA a été repoussé d'une semaine, officiellement pour permettre aux militants de se vouer sans entrave à la réussite de la journée d'action du 29 janvier... Dans les jours qui ont suivi, la direction nouvellement désignée a signé un communiqué avec le PS, le PCF, le Parti de Gauche (Mélenchon), le MRC (Chevènement), LO, les Alternatifs et d'autres Alter-Ekolos, qui vaut d'être cité :

> *Les partis et organisations de gauche réunis mardi 3 février à Paris se félicitent de l'ampleur du succès de la mobilisation sociale du 29 janvier.* [...] *Contrairement à ce que vient d'affir-*

mer le Premier ministre, la journée du 29 janvier porte clairement la demande d'un changement de cap, notamment sur les questions des salaires, de l'emploi, des services publics. Nicolas Sarkozy et le gouvernement ne peuvent se dérober à ces exigences et ignorer les grands axes avancés dans la plateforme syndicale unitaire.

Au sein de « la gauche », pas du tout gêné par la présence des socio-libéraux et des souverainistes, le NPA attend de Sarkozy qu'il change de politique, qu'il adopte la plateforme intersyndicale (qui s'avère très loin des véritables revendications ouvrières, en matière d'augmentation de salaires ou du maintien de tous les emplois) ! Les signataires se fixent d'ailleurs une prochaine rencontre « *après l'intervention télévisée présidentielle du 5 février* » : au cas où Sarkozy annoncerait qu'il cesse de mener la politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie ? Autrement dit, le NPA sert à répandre des illusions nuisibles à la nécessaire mobilisation contre le gouvernement et les mesures réactionnaires qu'il prend. Il quémande quand la situation exige l'affrontement avec ce gouvernement, pour le forcer à capituler, pour le vaincre et le chasser. Ainsi, dans le même communiqué, le NPA et ses associés n'appellent pas à la reddition du gouvernement face à la grève générale de la population laborieuse de Guadeloupe, à la satisfaction de toutes les revendications. Non, ils taisent la grève générale, rebaptisée « *mouvement social* » et « *demandent au gouvernement d'engager au plus vite de réelles négociations sur les revendications exprimées, notamment sur la question du pouvoir d'achat* ».

Alors que 2,5 millions de salariés ont fait grève et manifesté le 29 janvier contre la politique du gouvernement, les directions des syndicats qui laissent isolée la grève générale de Guadeloupe organisent, dans l'unité, l'impuissance face à Sarkozy. Elles refusent de prendre en charge nationalement la défense des milliers de travailleurs licenciés, mis au chômage partiel : elles les parquent, entreprise par entreprise, de réunion de CA en tribunal de commerce, au lieu d'appeler à une manifestation centrale à Paris, pour aucune suppression d'emploi, pour l'expropriation des licencieurs. Tandis que les hospitaliers, les enseignants-chercheurs, les étudiants se battent contre les plans de Sarkozy, Bachelot, Pécresse, les directions des confédérations et des fédérations syndicales continuent de discuter avec le gouvernement. Elles appellent à une nouvelle journée d'action de 24 heures, le 19 mars, journée qui ne menace en rien le gouvernement et qui sert de soupape à la colère justifiée des travailleurs.

Le NPA reprend son stylo et signe, le 12 mars, avec les mêmes moins LO, un appel « *à réussir le 19 mars une très grande journée de protestation et de propositions, plus forte encore de celle du 29 janvier* ». Et son enthousiasme pour les journées d'action ne se dément pas, le 23 mars, son Comité exécutif titre sa déclaration : « *Après le 19 mars, vite, une nouvelle journée de grèves et de manifestations* ». Le NPA sert à vendre la tactique mortifère des grèves au pluriel, à couvrir les directions des syndicats dont il lui arrive de critiquer... le calendrier trop relâché entre deux « temps forts ».

Morceaux choisis

Le nom d'un journal est toujours un indice pour qualifier l'organisation qui le publie. La direction du NPA a choisi *Tout est à nous !* En pensant à qui ? Aux ouvriers licenciés ? Aux familles expulsées de leur logement ?

Quant à la lecture de ce « *On ferait semblant que* », elle confirme évidemment la politique réformiste du NPA. Le n° 1 daté du 26 mars 2009 titre : « *Après le 19 mars, cap sur la grève générale* ». En guise de grève générale, sa ligne est celle de la reconduction des journées d'action, de l'accumulation des actions secteur par secteur, en rêvant de l'effet boule de neige.

> *Manifestations* [de l'enseignement supérieur] *réunissant des dizaines de milliers de personnes, actions « coup de poing » comme la récente occupation de Sciences Po par des étudiants et enseignants de Paris 8, lectures publiques de* La Princesse de Clèves *(ouvrage décrié par Sarkozy), cours « hors les murs », distributions de tracts sur les marchés, devant les écoles, les collèges et les lycées... volonté d'élargissement, en appelant à des journées d'action « de la maternelle à l'université » ou en prenant toute sa place le 19 mars.* (*Tout est à nous !* 26 avril 2009)

> *Il n'y a maintenant pas d'autre solution que de préparer la grève reconductible par la base, dans les entreprises, dans les localités, en travaillant chaque fois que c'est possible à la convergence des luttes.* (*Tout est à nous !* 9 avril 2009)

Le NPA appelle à « *créer partout, dans l'unité, des comités de mobilisation pour définir les revendications unifiant l'ensemble du monde du travail, et préparer les prochaines étapes de la mobilisation* ». Ce qui signifie, premièrement, que la grève générale n'est pas à l'ordre du jour, qu'il faut la « *construire* » selon l'expression qu'ils partagent avec tous les bureaucrates syndicaux ; deuxièmement, qu'il faut inventer une « *plateforme unifiante* ». Ils feignent d'ignorer que le principal obstacle à la grève générale, c'est le refus acharné des directions traîtres, au premier chef, des syndicats à affronter le gouvernement, à rompre toute collaboration avec lui, à appeler à la grève générale. Ne pas le dire, ne pas taper inlassablement sur ce clou, c'est rejeter obligatoirement la responsabilité de l'inaction ou de la défaite sur les travailleurs.

Mais « *faisons semblant* » un instant d'oublier que les conditions de vie imposées au prolétaires et au jeunes par Sarkozy, sa politique, son gouvernement, les patrons qu'il sert, la haine légitime qu'elles engendrent, constituent le levier politique capable de soulever le prolétariat et la jeunesse et examinons sérieusement la « *plateforme unifiante* » et le « *Plan d'urgence sociale, écologique, démocratique* » que défend le NPA et « *la conférence de la Gauche anticapitaliste et européenne* ».

> *Pour s'attaquer vraiment à la crise, pour définir de « nouvelles régulations », il faut s'attaquer au noyau dur du capitalisme, imposer une nouvelle répartition des richesses et prendre des mesures d'incursion dans la propriété capitaliste.* (*Tout est à nous !* 9 avril 2009)

Réguler, c'est réformer le capitalisme, vouloir corriger ses défauts. *Répartir les richesses* est un moyen de cette régulation. Le tout est une duperie de couards qui n'exproprieront jamais le moindre « *capitaliste du CAC40* ».

> *De quel ordre doivent être les transformations dites profondes ? S'agit-il seulement de transformer une partie du capitalisme privé en capitalisme d'État ? Ou bien voulons-nous remplacer le capitalisme tout entier par un autre régime social ? Lequel ? Quel est notre but final ? Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie proudhonienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajeunir le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence, nous avons besoin d'une orientation générale.* (Trotsky, « Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir », 1935, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, p. 487)

Ces remarques s'appliquent parfaitement à la pièce centrale des mesures d'urgence du NPA, « l'interdiction des licenciements ». Parce que le train de Besancenot ne se dirige pas vers le socialisme, il mène sa campagne en affirmant que cette revendication est absorbable dans la société capitaliste, que « *c'est possible, tout est une question de rapport de forces* ».

> *Dans les années 1970, les salariés victimes d'un licenciement économique touchaient 90 % de leur salaire pendant un an. Jusqu'en 1987, l'État devait donner son autorisation pour les licenciements économiques collectifs.* [...] *Imposer l'interdiction est possible, comme les salariés ont imposé la journée de huit heures, les 40 heures, les congés payés, l'interdiction du travail des enfants.* (*Tout est à nous !* 2 avril 2009)

Censés doper la combativité, ces arguments montrent surtout qu'aucune protection durable ne peut être acquise par les travailleurs tant que les patrons, leurs gouvernements, leurs États détiennent le pouvoir. Ils prouvent que rien n'est à nous, ce qu'ils ont dû lâcher, ils le reprennent. Et vraiment, les ouvriers de la sidérurgie, du textile ont été mis à l'abri des licenciements collectifs « *jusqu'en 1987* » ? Et même en s'en tenant à la France, la journée de huit heures et les 40 heures hebdomadaires sont unanimement respectées ?

Sous les rubriques « *Appliquer le droit à l'emploi* » et « *Responsabiliser le patronat* » (!), le dossier consacré à l'interdiction des licenciements arrachent les dernières plumes anticapitalistes à la bécasse réformiste :

> *Puisque ce sont les capitalistes qui monopolisent la possession des entreprises et des richesses produites, obligeant les travailleurs à louer leur force de travail, ces mêmes patrons doivent supporter la conséquence de cette situation et garantir les contrats de travail.* (*Tout est à nous !* 2 avril 2009)

Voilà, tant pis pour eux ! Tout est à eux, on le leur laisse, mais en échange, les patrons « *doivent garantir les contrats de travail* ». Et si les patrons n'ont pas le sens du devoir ? Et qui va garantir que les capitalistes garantissent ? Le gouvernement Sarkozy ? L'État bourgeois et ses lois ? Le NPA ?

Il faut bien conclure que le NPA a un programme d'aménagement de l'ordre existant.

> *Une partie de la bourgeoisie cherche à porter remède aux anomalies sociales, afin de consolider la société bourgeoise. Dans cette catégorie, se rangent les économistes, les philanthropes, les humanitaires, les gens qui s'occupent d'améliorer le sort de la classe ouvrière, d'organiser la bienfaisance, de protéger les animaux, de fonder des sociétés de tempérance, bref, les réformateurs en chambre de tout acabit.* (Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1848, GB, p. 27)

L'édification d'un parti ouvrier révolutionnaire est une tâche urgente, décisive

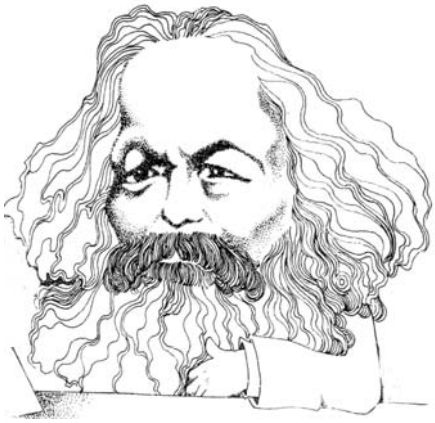
Les travailleurs salariés ont besoin d'un parti qui représente leurs intérêts de classe, contre la classe des capitalistes, un parti délimité par son programme, celui de la révolution prolétarienne, par son indépendance absolue envers les bureaucraties syndicales et politiques, les vieux partis ouvriers-bourgeois. Il leur faut un parti qui agisse pour imposer les revendications de ceux qui produisent toutes les richesses, qui assurent les conditions d'existence de toute la population. Un parti qui, pour aller de l'avant, ne craindra pas d'aller au socialisme.

Notre classe se bat depuis un siècle et demi contre le capitalisme ; elle a accumulé bien des leçons dans cette lutte que quatre internationales ouvrières ont concentrées. Pour repartir à l'offensive, le prolétariat, la jeunesse à son côté, ont besoin d'un parti mondial qui renoue avec cette filiation.

> *Celui qui n'ose pas énoncer à voix haute les tâches révolutionnaires, celui-là n'aura jamais le courage de les résoudre [...] L'initiative d'une minorité consciente, un programme scientifique, l'agitation courageuse et inlassable au nom d'objectifs clairement formulés, l'impitoyable critique de toute ambiguïté – ce sont là quelques uns des facteurs les plus importants pour la victoire du prolétariat. Sans un parti révolutionnaire soudé et aguerri une révolution socialiste est inconcevable.* (Trotsky, « Pour la 4e Internationale », 1935, *Œuvres* t. 5, EDI, p. 356...)

Journées d'Études Bolcheviks

- La crise capitaliste
- Marx ou Keynes ?



Paris, 4 & 5 juillet

Nous contacter si tu es intéressé/e

Brochures

Lénine : L'État et la révolution, 1917, Cahier Bolchevik n° 20, 1 euro

Marx & Engels : Manifeste du parti communiste, 1848, Cahier Bolchevik n° 19, 1 euro (disponible aussi en turc)

Rous : Espagne 1936-1939, 1939, Cahier Bolchevik n° 18, 1 euro

OCI : Hongrie 1956, 1966, Cahier Bolchevik n° 17, 1 euro

Trotsky & Naville, Programme d'action, 1934, Cahier Bolchevik n° 16, 1 euro

Trotsky : La France à un tournant, 1936, Cahier Bolchevik n° 15, 1 euro

Trotsky : Encore une fois, où va la France ? 1935, Cahier Bolchevik n° 14, 1 euro

Trotsky : Où va la France ? 1934, Cahier Bolchevik n° 13, 1 euro

CoReP : Manifeste pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005, Cahier Bolchevik n° 12, 1 euro (disponible aussi en turc, en anglais, en espagnol et en allemand)

Just : Pour les États-Unis socialistes d'Europe, contre la CEE, non au traité de Maastricht, 1992, Cahier Bolchevik n° 11, 1 euro

GB : La République et le foulard, 2003, Cahier Bolchevik n° 10, 1 euro

Marx : Salaire, prix et profit, 1865, Cahier Bolchevik n° 9, 1 euro

GB : Révolutions et contre-révolutions en Chine, 2002, Cahier Bolchevik n° 8, 1 euro

Trotsky : La Guerre et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, Cahier Bolchevik n° 7, 1 euro

Just : Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, Cahier Bolchevik n° 6, 1 euro

Trotsky : Les Leçons d'Octobre, 1924, Cahier Bolchevik n° 5, 1 euro

Lénine : Le Socialisme et la guerre, 1915, Cahier Bolchevik n° 4, 1 euro

Trotsky : L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale, 1938 , Cahier Bolchevik n° 3, 1 euro

Just : Le Mouvement de novembre-décembre 1995, 1996, Cahier Bolchevik n° 2, 1 euro

GB : Pour la révolution socialiste sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, 2002, Cahier Bolchevik n° 1, 1 euro (disponible aussi en espagnol)

Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour une fraction commune dans les syndicats, 2005-2006, Bulletin Bolchevik n° 3, 0,50 euro

Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour un regroupement international, 2004, Bulletin Bolchevik n° 2, 0,50 euro

Discussion du Groupe bolchevik avec la FTQI France sur le boycott d'Israël et le Forum social, 2003, Bulletin Bolchevik n° 1, 0,50 euro

Rajouter 1 euro par brochure pour frais de port

Elections au Parlement européen le 7 juin

Baisse du temps de travail, expropriation des banques, pouvoir des travailleurs, États-Unis socialistes d'Europe !

À travers tout le continent, les travailleurs sont victimes de la crise du capitalisme

La multiplication des plans nationaux de « sauvetage des banques » et de « relance de l'économie » n'empêche nullement la crise capitaliste mondiale de s'approfondir. Le volume des échanges entre pays a baissé de 25 %. La production mondiale va diminuer pour la première fois depuis 1945, de 1,7 % en 2009 selon la Banque mondiale. La Commission européenne prévoit une chute de la production de 2 % dans l'Union européenne qui rassemble 27 pays.

Le G20 regroupe les gouvernements des 19 principales économies, la représentation de l'UE, le FMI, la BM et l'OMC. Quand il s'est réuni à Londres, le 2 avril, l'Union européenne a affiché ses divisions : le premier ministre britannique, comme le président américain, s'est opposé aux demandes de la chancelière allemande et du président français de plus de contrôle des sociétés et des marchés financiers. Il faut dire que Londres est la plus grande place financière du monde après New-York. Selon la Banque mondiale, 17 pays du G20 ont mis en place des mesures protectionnistes depuis le début de la « récession ». Le président de la banque centrale chinoise a remis en cause le rôle international de la devise américaine.

Ceux qui créent les richesses sont les premières victimes de la dépression. Hier, la classe ouvrière connaissait déjà la flexibilité, l'intensification du travail et l'endettement ; aujourd'hui, elle est frappée de plein fouet par le chômage, les baisses de salaires et de pensions de retraite ; demain, elle subira les conséquences du financement public des entreprises privées, soit par un surcroit d'impôt, soit par l'inflation. La Commission européenne prévoit la suppression de 3,5 millions d'emplois en 2009 pour aboutir à un taux de chômage de 9,5 % en 2010. Les licenciements touchent particulièrement les couches les plus vulnérables du prolétariat : non-qualifiés, vieux, jeunes, femmes, immigrés.

Sans perspective de lutte de classe et d'alternative socialiste, la crise offre un terrain favorable à la recherche, par les réactionnaires, de boucs émissaires, en particulier les minorités nationales (Roms en Hongrie et en République tchèque, Magyars en Slovaquie...) et les travailleurs immigrés. Le 24 septembre 2007, le Premier ministre de sa Majesté promettait au congrès du Parti travailliste « des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques », reprenant un slogan fasciste décliné depuis des décennies dans de nombreux pays. Au lieu de défendre les mêmes droits pour tous, les bureaucraties syndicales britanniques ont répandu à sa suite le poison de la division et de la xénophobie. En Espagne, le gouvernement PSOE pousse les migrants d'Afrique à rentrer chez eux. En France, le gouvernement de Sarkozy chasse l'immigré qu'il a lui-même décrété « illégal ». En Italie, le gouvernement de Berlusconi s'en prend même aux ressortissants de l'Union européenne (Roumains)...

Alignement du droit du travail sur les règles les plus avantageuses de toute l'Europe ! Interdiction des licenciements ! Baisse du temps de travail sans baisse de salaire ! Distribution du travail entre tous les travailleurs! Libre circulation des travailleurs de tous les pays ! Mêmes droits pour tous les travailleurs !

Tandis que les « capitalismes émergents » d'Irlande, de la Baltique et de l'Est sombrent, pour chaque bourgeoisie d'Europe, le mot d'ordre est : chacune pour soi !

Au sein de chaque pays, la classe dominante recourt au mythe national, voire à la religion, tente de per-

Dublin, 21 février 2009 : « Nous ne paierons pas pour l'avidité des super-riches, dehors ce gouvernement ! » / photo Peter Morrison

suader les travailleurs de se serrer la ceinture et de soutenir leur propre bourgeoisie, alors même que celle-ci les a précipités dans la crise.

La dépression ne résulte pas de l'extension à « l'économie réelle » d'une « crise bancaire » par le biais d'une pénurie de crédit, comme le répètent à l'envi les medias, les économistes bourgeois et les réformistes. Elle ne saurait être résolue par l'intervention de l'État pour pallier l'insuffisance de la demande, par la baisse des taux d'intervention de la banque centrale ou par le soutien étatique de l'investissement ou de la consommation (engendrant un déficit budgétaire). La crise a au contraire éclaté à la suite d'une période d'endettement des ménages, en particulier aux États-Unis, et des faibles taux d'intérêt pratiqués par les banques centrales.

La crise mondiale résulte encore moins du manque de moralité des financiers, qui n'est pas plus grande durant les phases de reprise et d'expansion. La tendance à la crise est inhérente à la production capitaliste qui repose sur l'extorsion de plus-value, de travail non-payé, alors que la lutte contre le prolétariat et la concurrence entre capitalistes poussent au machinisme et à l'automatisation, diminuant la part du travail vivant. Le crédit permet d'échapper temporairement à la baisse du taux de profit en augmentant le taux de rotation du cycle du capital (et de reporter les difficultés de réalisation de la valeur). Pourtant, il accroît, finalement, les effets de la crise en amputant les profits des entreprises productrices de marchandises et en augmentant les risques d'insolvabilité à toutes les étapes de ce cycle. L'hypertrophie financière, qui avait contribué à la phase d'expansion capitaliste mondiale précédente, s'est retournée en son contraire. Le caractère parasitaire de la finance capitaliste, s'il est indéniable, est le signe de la sénescence du capitalisme, de sa phase impérialiste. Aucun charlatan keynésien ne saurait séparer la spéculation du capitalisme, ni lui rendre la jeunesse.

La Banque centrale européenne a abaissé son taux directeur à 1,25 % et prête en fait à guichets ouverts aux banques de la zone euro. Entérinant le manquement des États membres aux règles de la zone euro qui limitent le déficit public à 3 % du PIB, le Conseil européen a proclamé que l'ensemble des « plans de relance » de l'Union européenne s'élèverait à 400 milliards d'euros. Cependant, cette somme résulte de l'addition de mesures nationales et non d'un plan commun, propre à l'Union européenne. En effet, à l'occasion de la crise, force est de constater que chaque État impérialiste aide ses groupes nationaux au détriment de leurs concurrents étrangers, fussent-ils européens. La ministre de l'économie de la France, Lagarde, a déclaré le 30 janvier : *« le protectionnisme peut être un mal nécessaire en tant de crise »* ; le 9 février, le plan d'aide aux groupes PSA et Renault exigeait en contrepartie la fabrication en France, suscitant une protestation des concurrents allemands, de la Commission, de la République tchèque et de la Slovaquie.

La principale contradiction du capitalisme n'est donc pas entre « économie réelle » et « finance », mais entre l'expansion des forces productives et les rapports de production, à savoir la relation d'exploitation entre travailleurs salariés et employeurs capitalistes. Un aspect de ces rapports de production est le frein que représente, depuis un siècle, l'étroitesse du cadre de l'État-nation qui constitua initialement un progrès face au morcellement féodal. L'archaïsme des États nationaux s'est manifesté d'abord en Europe, le berceau du capitalisme, sous la forme de deux conflits inter-impérialistes qui ont abouti à la domination mondiale des États-Unis d'Amérique. C'est à cette contradiction que la Communauté économique européenne - Union européenne doit son apparition en 1957 et aussi son impuissance, car les bourgeoisies européennes, dont l'existence a été prolongée par la trahison répétée des révolutions prolétariennes, restent incapables de fusionner, d'unifier le vieux continent.

Ainsi, l'antagonisme entre l'impérialisme français et son rival allemand dont la supériorité économique est sortie affermie de la réunification (que la France a tenté d'empêcher) et de l'ouverture des pays de l'est, a joué un rôle lamentable dans l'explosion de l'ex-Yougoslavie en 1991 et la multiplication concomitante des frontières dans un continent déjà émietté. L'UE était déjà en panne d'une constitution permettant d'assurer un fonctionnement à 27 en préservant la domination de l'Allemagne et de la France. La crise économique n'a fait qu'aggraver les problèmes et les dissensions, à configuration variable, entre Grande-Bretagne, France, Allemagne...

Les gouvernements des vieilles puissances européennes, qu'ils soient composés de partis bourgeois (Italie, France), de partis d'origine ouvrière au service de la bourgeoisie (Grande-Bretagne, État espagnol) ou de combinaisons des deux (Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas),

étaient hier tous « libéraux » quand il s'agissait de démanteler les conquêtes sociales de la classe ouvrière. La crise les a métamorphosés en un clin d'œil en « keynésiens » bien décidés à sauver leurs banques et, pour certains, leurs groupes automobiles. Pas question de laisser le marché opérer et éliminer les entreprises inefficientes ! Qu'il n'y ait pas eu besoin de changement de gouvernement, et encore moins de bouleversements de régimes politiques, prouve que les différentes politiques économiques tiennent plus à la conjoncture qu'à un dogme économique.

Les gouvernements d'Europe centrale et orientale, artisans ou héritiers du rétablissement du capitalisme, mesurent désormais l'ingratitude des États fondateurs de l'Union européenne, qui leur promettaient la prospérité et la solidarité s'ils vendaient leurs fleurons industriels aux oligopoles capitalistes d'Europe occidentale, s'ils leur garantissaient l'exploitation de la main-d'œuvre locale moins coûteuse. Dans l'adversité, ils réalisent que les maîtres impérialistes de l'Union européenne leur refusent l'aide financière dont ils auraient cruellement besoin.

La Hongrie, la Lettonie et la Roumanie ont donc dû, comme les pays européens non-membres de l'UE (Islande, Biélorussie, Serbie, Turquie, Ukraine), se tourner vers le Fonds monétaire international, une institution mondiale mise en place en 1944 par les États-Unis. Le gouvernement hongrois baisse pour cela les salaires des fonctionnaires, le gouvernement letton adopte un budget d'austérité, le gouvernement roumain n'a pas achevé de négocier le plan d'ajustement.

Expropriation des banques, des sociétés de crédit et des sociétés d'investissement ! Contrôle des travailleurs des villes et des campagnes sur la production, le transport, le crédit, le commerce ! Plan de grands projets à l'échelle continentale pour satisfaire les besoins et sauver l'environnement !

Les atteintes aux libertés démocratiques et l'aggravation du militarisme

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, les États européens qui détiennent des armes atomiques, qui menacent l'Iran, qui participent à l'occupation de l'Afghanistan, qui contribuent à l'armement d'Israël (qui vient de montrer à quoi il sert en détruisant la Bande de Gaza et en massacrant une nouvelle fois des milliers de Palestiniens) ont partout réduit les libertés démocratiques.

Sous prétexte d'assurer la sécurité de la population, alors qu'ils ont aggravé les inégalités, qu'ils rejettent une partie de la jeunesse et du prolétariat de la production, qu'ils relèguent cette population dans des ghettos, tous les gouvernements bourgeois ont multiplié les prisons, ont augmenté les effectifs des mercenaires qui servent à espionner, à intimider et à réprimer les mouvements des opprimés et des exploités. L'armée patrouille dans nombre de lieux publics.

Sous prétexte d'assurer la paix, la plupart des États membres de l'Union européenne adhèrent à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, une alliance militaire sous hégémonie américaine qui visait à empêcher toute révolution sociale à l'ouest de l'Europe et à rétablir le capitalisme à l'est, tandis que la bureaucratie stalinienne, victorieuse de la contre-révolution politique de 1923 à 1927, complétait le travail en écrasant brutalement les révolutions prolétariennes en Allemagne en 1953, en Hongrie et en Pologne en 1956, en Chine en 1967, en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne en 1971, en Pologne en 1981, en Chine en 1989...

Sous la pression militaire de l'impérialisme américain et de l'OTAN, la bureaucratie de l'URSS s'était engagée dans une ruineuse course aux armements, car elle était bien incapable, à cause de son usurpation du pouvoir politique et de ses privilèges économiques, de s'appuyer sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat de toute l'Europe, qui seule aurait pu sauver la propriété collective à l'est, renverser le capitalisme à l'ouest et ainsi assurer la victoire du socialisme dont la révolution russe de 1917 était le prologue.

La restauration du capitalisme, à partir de 1990, par la bureaucratie stalinienne en Allemagne, en Russie, en Europe centrale et en Chine n'a pas pour autant conduit à la disparition de l'OTAN. Cette dernière a servi de paravent aux interventions conjointes des impérialismes dans les Balkans en 1995 et en 1999, en Afghanistan en 2001. Un pays officiellement neutre comme l'Autriche a aussi participé à ces opérations de l'OTAN. Les 3 et 4 avril, Merkel, Sarkozy, Brown, Berlusconi, Zapatero et compagnie ont célébré le 50e anniversaire de l'OTAN avec Obama. Même si le style a changé, le nouveau président, qui a soulevé tant d'espoir chez les crétins réformistes d'Europe, poursuit les mêmes intérêts que son prédécesseur, ceux de la bourgeoisie étasunienne. La division entre les bourgeoisies européennes les conduit à la subordination aux États-Unis, dont témoigne le maintien de l'OTAN, alors même que le déclin économique de ceux-ci s'accentue.

En effet, les impérialismes européens sont incapables de fusionner leurs armées et de protéger leurs vassaux de l'est contre leur puissant voisin russe qui tente, de son côté, de préserver sa propre sphère d'influence, comme l'ont montré l'invasion de la Tchétchénie et son incursion militaire en Géorgie. Tout au plus, malgré l'opposition du gouvernement britannique, quelques pays de l'UE (France, Allemagne, Belgique, Espagne, Luxembourg) ont créé en 1992 un Corps européen de défense (Eurocorps – Eurokorps) d'un potentiel de 60 000 militaires et l'UE a officiellement mis sur pied en 1999 d'une Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui a vocation à supplanter l'OTAN. En outre, la bourgeoisie allemande, la bourgeoisie française et la néo-bourgeoisie russe ont refusé de suivre la puissance mondiale dans sa deuxième invasion de l'Irak

en 2003 (alors que les pays d'Europe centrale et la Grande-Bretagne suivaient l'impérialisme américain). Merkel et Sarkozy ont refusé l'extension de l'OTAN à la Géorgie et à l'Ukraine en avril 2008.

Autodéfense des luttes ouvrières et des organisations ouvrières contre toutes les bandes du capital ! Rupture de tous les pays européens membres de l'OTAN avec celle-ci, suppression de la PESD ! Retrait immédiat de toutes les troupes européennes d'Irak, d'Afghanistan, du Tchad, du Kosovo, de Bosnie, du Liban ! Fermeture de toutes les bases militaires britanniques et françaises dans le monde, fermeture de toutes les bases militaires américaines en Europe ! Dissolution des armées professionnelles et armement de la population !

La classe ouvrière et la jeunesse ont besoin de nouveaux partis et d'une internationale ouvrière révolutionnaire pour prendre le pouvoir et en finir avec le capitalisme

La destruction de l'Irak et les guerres des Balkans sont un sérieux avertissement. Si les classes ouvrières des États-Unis, des vieux impérialismes européens et japonais, des nouveaux capitalismes à vocation impérialiste de Chine et de Russie ne renversent pas à temps leur classe dominante, les rivalités s'intensifieront et déboucheront de nouveau sur des affrontements pour un redécoupage du monde. Si une solution progressiste, c'est-à-dire révolutionnaire, internationaliste et socialiste, n'apparaît pas, les démagogues fascistes retrouveront une audience et tenteront d'écraser la classe ouvrière et toutes ses organisations. Le temps compte aussi en matière d'environnement. Toute prolongation du capitalisme, ce mode de production basé sur la recherche du profit et sur l'appropriation privée, détériore irréversiblement la planète et la possibilité d'épanouissement futur de l'humanité, d'une association où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous.

Les élections au Parlement européen auront lieu en juin dans tous les États membres. Il ne saurait être question pour des travailleuses et des travailleurs conscients de voter pour des listes de partis bourgeois ou de coalition avec des partis bourgeois.

Par un vote éventuel pour des candidats d'organisations ouvrières, les travailleurs ont tout au plus l'occasion de s'exprimer à l'occasion de ce scrutin, dont la portée politique est encore plus limitée que les élections nationales. D'abord, elles n'ont lieu que tous les cinq ans, alors qu'une véritable démocratie imposerait la révocabilité des élus. Ensuite, les gouvernements bourgeois nationaux entravent la présentation et l'éligibilité des candidats des « petites listes ». Enfin et surtout, le Parlement européen a moins de pouvoir encore que les parlements nationaux qui servent de façade au pouvoir de la classe bourgeoise. En effet, les décisions de l'Union européenne sont prises par les Conseils européens et les Conseils de ministres, c'est-à-dire par accord entre les pouvoirs exécutifs nationaux (suivant le cas, à l'unanimité ou à la « majorité qualifiée »).

Ce « déficit de démocratie » reflète l'incapacité de la classe dominante, la bourgeoisie décadente, à unifier l'Europe. Les classes intermédiaires de la société capitaliste, la petite bourgeoisie traditionnelle (paysans, artisans, professions libérales...) ou salariée (encadrement) en est aussi incapable, car elle est polarisée par les deux classes fondamentales de la société capitaliste. Seule la classe exploitée, le prolétariat, qui n'a pas de patrie, est capable d'accomplir cette tâche historique, sous la forme des États-Unis socialistes d'Europe, transition vers la République universelle des conseils.

Chaque tentative des travailleurs et des jeunes d'Europe d'en finir avec l'exploitation et de liquider l'ancien fatras capitaliste, colonial, belliciste et réactionnaire de l'Europe s'est heurtée à la politique contre-révolutionnaire des bureaucraties syndicales et des partis sociaux-démocrates ou staliniens, lors de la vague révolutionnaire qui a mis fin à la Première guerre mondiale, du milieu des années 1930, de la fin de la Seconde guerre mondiale, des années qui ont suivi 1968.

Les partis ouvriers bourgeois et les bureaucraties syndicales vivent de plus en plus de subsides de l'État bourgeois et de moins en moins des cotisations des travailleurs. Les vieux appareils réformistes qui ont déjà tant servi la classe dominante (SPD, LP, PS, PSOE, SPO, PCF, PRC...) et les nouveaux qui tentent de jouer ce rôle (Die Linke, NPA, SSP, Respect, Parti de gauche...) respectent de fait « l'Europe » capitaliste qu'il suffirait, selon eux, de rendre plus « démocratique », plus « sociale » et moins « libérale ».

Tous prétendent réformer le capitalisme en régulant la finance, en répartissant mieux les richesses, en prêchant la responsabilisation écologique individuelle, en faisant confiance à l'ONU, en humanisant la « politique de l'immigration », etc. En pratique, les directions syndicales négocient les plans patronaux et gouvernementaux, les appliquent, cogèrent les entreprises ; les partis réformistes qui accèdent au gouvernement gèrent loyalement le capitalisme ; tous sacrifient les travailleurs immigrés, empêchent la grève générale, soutiennent leur propre bourgeoisie. L'opportunisme prône la soumission du prolétariat à ses exploiteurs, sous couvert d'alliance avec telle ou telle aile de la bourgeoisie : la fraction « nationale », « industrielle », « républicaine », « démocratique », « anti-impérialiste »...

Cela inclut l'aile gauche du réformisme. Les « trotskystes » dégénérés soutiennent depuis longtemps les « fronts populaires » contre lesquels Trotsky avait fondé la 4e Internationale. Pendant une décennie, en compagnie des débris du stalinisme, ils ont travesti le Forum social mondial et le Forum social européen en « mouvement anticapitaliste » et ils pratiquent désormais des blocs avec des partis bourgeois quand ils en ont les forces.

En Italie, ils sont restés membres du PRC (une minorité du parti stalinien, l'ex-PCI) quand celui-ci est entré dans le gouvernement de l'Unione en 2006 avec les DS (la majorité de l'ancien parti stalinien) et la Margherita bourgeoise (issue du Parti démocrate-chrétien).

En Grande-Bretagne, le SWP et l'ISG avaient constitué en 2004 Respect, une coalition avec des travaillistes anti-américains (dont le député Galloway), des capitalistes d'origine pakistanaise et des cléricaux (Muslim Association of Britain).

En France, la LCR, avant de se dissoudre dans le NPA ouvert aux « écologistes », avait voté pour Chirac en 2002 et s'était présentée sur des listes communes « de gauche » aux élections municipales en 2008, avec des partis bourgeois comme le PRG (issu du vieux Parti radical), le MRC, les Verts... En France toujours, LO a appelé au renforcement de la police à plusieurs reprises, au rétablissement de l'ordre dans les banlieues en 2005 avec toute « la gauche », elle a participé à de multiples listes dès le premier tour des municipales de 2008 avec le PRG, le MRC, les Verts et d'autres partis bourgeois ; le PT, depuis rebaptisé POI, a mené des campagnes chauvines en commun avec le petit parti bourgeois nationaliste MRC et lui aussi participé à des listes « de gauche » avec le MRC, le PRG, etc.

Or, l'ennemi principal du prolétariat est dans son propre pays. Contre la classe dominante et toutes ses institutions, la classe ouvrière doit se défendre et défendre tous les opprimés : femmes, étrangers, minorités nationales, homosexuels... Les ouvriers, les employés, les techniciens, etc. doivent s'unir et rallier les chômeurs, les couches semi-exploitées (travailleurs indépendants, encadrement), les jeunes en formation pour renverser la domination de la minorité bourgeoise, conquérir le pouvoir politique, abolir les anciens rapports de production, étendre la révolution européenne, collaborer avec les autres gouvernements ouvriers issus de la révolution socialiste dans les pays qui constituaient l'UE et les autres (y compris la Turquie que « l'Europe » capitaliste rejette).

Au passage, la révolution prolétarienne résoudra des questions démocratiques restées inachevées : abolition des monarchies, laïcité, droits des minorités nationales, émancipation des femmes, etc. et elle développera les sciences et les techniques vers la satisfaction des besoins sociaux et la préservation de l'environnement.

Pour y parvenir, la classe ouvrière doit abattre la bureaucratie des syndicats et aussi mettre sur pied des organes de lutte plus larges, les centraliser pour prétendre au pouvoir. Mais cela ne suffira pas : toute l'expérience du mouvement ouvrier enseigne que les agents de la bourgeoisie interviennent au sein des organes de double pouvoir pour les soumettre à la classe dominante, à la sauvegarde de l'État bourgeois, à la coalition avec la bourgeoisie, pour finalement les vider de tout contenu et les dissoudre au profit du parlementarisme bourgeois... ou de la terreur militariste et policière.

Depuis l'ouverture de la crise capitaliste, le spectre du communisme hante de nouveau l'Europe. Pour qu'il prenne corps, pour en finir avec les frontières, pour abolir les classes, il faut un parti, il faut une internationale. Les éléments d'avant-garde, les travailleurs et les jeunes révoltés qui aspirent à véritablement changer le monde, aujourd'hui isolés, démoralisés, impuissants, dispersés au sein de la mouvance anarchiste ou des organisations pseudo-trotskystes, réfugiés dans le syndicalisme, stérilisés dans des sectes qui méprisent le prolétariat, doivent se rassembler, s'organiser pour construire, au feu de la lutte des classes et en s'appuyant sur le marxisme, un parti ouvrier, au fonctionnement démocratique, au programme révolutionnaire et internationaliste, sur le modèle du Parti bolchevik de Lénine et de Trotsky.

Indépendance de la classe ouvrière, rupture de toutes les organisations ouvrières avec la bourgeoisie ! Renversement de tous les gouvernements bourgeois, instauration de gouvernements des travailleurs ! Dissolution de l'Union européenne capitaliste, abolition des frontières, États-Unis socialistes d'Europe !

La Révolution russe et la question du parti (5)
L'insurrection donne le pouvoir aux soviets en octobre 1917

Après février, la révolution est paralysée

En février 1917, après des années de souffrances infligées par la première guerre inter-impérialiste, la révolution européenne débute dans la Russie autocratique, alliée de la France et de la Grande-Bretagne. Les ouvriers des grandes villes se soulèvent et rallient les soldats. La révolution détrône Nicolas II. Le pays, renouant avec la révolution de 1905, se couvre de conseils de travailleurs et de soldats (soviets).

Malgré tout, le Parti menchevik et le Parti socialiste révolutionnaire, alors majoritaires dans les soviets, remettent le pouvoir au Parti constitutionnel démocrate qui n'a joué aucun rôle dans la chute du tsar. En mai, ils forment un gouvernement de coalition, présidé par Kerenski, avec ce parti bourgeois. Ce gouvernement de type front populaire poursuit la guerre impérialiste, refuse d'accorder la terre aux paysans, tente de rétablir la discipline sur le front, de sauver la propriété privée dans les villes et les campagnes, calomnie et réprime en juillet le Parti bolchevik. Sous l'impulsion de Lénine, celui-ci prône la rupture des partis qui se réclament des ouvriers et des paysans avec la bourgeoisie, l'approfondissement de la révolution et la remise du pouvoir aux soviets (voir *Révolution Socialiste* n° 25, n° 26).

L'impuissance de Kerenski à mener la guerre et à rétablir l'ordre pousse les classes dominantes, capitalistes et propriétaires fonciers, à soutenir en août la tentative de coup d'État du général Kornilov, nommé à tête de l'état-major par le gouvernement de coalition. Les travailleurs dispersent la contre-révolution et les soviets des grandes villes passent au Parti bolchevik. Sous l'impulsion de Lénine, celui-ci prépare l'insurrection, qui est confiée, dans la capitale Petrograd, à Trotsky (voir *Révolution Socialiste* n° 27, n° 29).

Préparée par Trotsky, l'insurrection triomphe

Durant la nuit du 24 au 25 octobre, à la veille du 2e congrès des soviets, les points névralgiques de Petrograd tombent entre les mains des gardes rouges et des matelots de la flotte de la Baltique, sous la direction du Comité militaire révolutionnaire composé de socialistes révolutionnaires de gauche et de bolcheviks : imprimeries, postes, ponts, centrale électrique, casernes, banque centrale, gares, arsenaux, routes... Le matin du 25 octobre, le CMR peut publier un communiqué :

> *Aux citoyens russes ! Le gouvernement provisoire est renversé. Le pouvoir est passé aux mains du Comité militaire révolutionnaire, organe des députés ouvriers et soldats de Petrograd, qui se trouve à la tête du prolétariat et de la garnison de Petrograd. La cause pour laquelle le peuple combattait – proposition immédiate d'une paix démocratique, abolition de la grande propriété foncière, contrôle ouvrier sur la production, création d'un gouvernement soviétique – est victorieuse. Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans !*

Il suffit de 24 heures supplémentaires et de l'aide des marins du croiseur Aurore, qui le bombarde, pour prendre le Palais d'hiver, siège du gouvernement provisoire. Kerenski s'enfuit, avec l'aide de l'ambassade des États-Unis. Les cadets sont désarmés et libérés en échange de la promesse (qu'ils ne tiendront pas) de ne pas prendre les armes contre la révolution. L'insurrection n'est pas sanglante, elle ne cause que quelques victimes.

> *Tous les témoins de l'époque rendent hommage à l'énergie et à l'habileté déployées à ce moment-là par Trotsky et aux services qu'il rendit à la cause de la révolution. Mais la stratégie d'ensemble de la révolution avait été dirigée par Lénine grâce à son outil d'élection, l'aile bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate russe.* (Edward Hallet Carr, *La Révolution bolchevique*, 1950, Minuit, p. 105)

Le Parti bolchevik de l'autre grande ville, Moscou, dirigé par un cadre révolutionnaire aussi jeune que brillant, Boukharine, s'était prononcé tout un temps contre l'insurrection.

> *Boukharine, en septembre, fut nettement moins radical que Lénine. Avec le reste du comité central, il vota pour rejeter (et bruler) les lettres de Lénine exigeant une insurrection immédiate.* (Stephen Cohen, *Bukharin and the Bolshevik Revolution*, 1971, OUP, p. 58)

Les bolcheviks de Moscou constituent tardivement un Comité militaire révolutionnaire à partir du soviet, où ils sont majoritaires. Mais le conseil municipal (Douma) se réunit sans les élus du PB et constitue un Comité de salut public. Le soviet étant en

centre ville, donc éloigné des faubourgs ouvriers, se retrouve le 25 octobre encerclé par les élèves officiers et des troupes réactionnaires.

> *À Moscou, la lutte fut plus sévère : des indécisions dans le camp adverse avaient permis aux « blancs » de chasser du Kremlin les troupes bolcheviques...* (François-Xavier Coquin, *La Révolution russe,* 1962, Les Bons Caractères, p. 120)

Les ouvriers et la masse des soldats se portent au secours du soviet et retournent la situation, après six jours d'affrontements.

Le soviet de Petrograd confère aussitôt le pouvoir au 2e congrès des soviets

Le 2e congrès des soviets se réunit à Petrograd le soir du 25 octobre.

> *Il était difficile d'imaginer une assemblée plus différente du soviet de février ou du précédent congrès de juin. Peu d'intellectuels, encore moins d'officiers ; ce n'était que soldats en vareuse défraîchies, paysans barbus en bottes et en touloupes, ouvriers mal rasés...* (François-Xavier Coquin, *La Révolution russe,* 1962, Les Bons Caractères, p. 113)

Le congrès comporte 650 députés : 390 bolcheviks, 150 socialistes-révolutionnaires de gauche, alors alliés des bolcheviks, 80 mencheviks, 60 socialistes-révolutionnaires de droite. À l'annonce de la chute du Palais d'Hiver et du ralliement des régiments envoyés par Kerenski sur Petrograd, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite quittent le congrès.

Le congrès vote à la quasi-unanimité un Appel aux ouvriers, soldats et paysans de la Russie qui ratifie l'insurrection et leur annonce que le pouvoir est transféré aux soviets.

> *S'appuyant sur la volonté de l'immense majorité des ouvriers, des soldats et des paysans, s'appuyant sur l'insurrection victorieuse des ouvriers et de la garnison qui s'est accomplie à Petrograd, le congrès prend en mains le pouvoir. Le Gouvernement provisoire est renversé. La majorité des membres du Gouvernement provisoire est déjà arrêtée.*
>
> *Le pouvoir des Soviets proposera une paix immédiate et démocratique à tous les peuples et un armistice immédiat sur tous les fronts. Il assurera la remise sans indemnité des terres des propriétaires fonciers, des apanages et des monastères à la disposition des comités paysans ; il défendra les droits du soldat en procédant à la démocratisation totale de l'armée ; il établira le contrôle ouvrier de la production ; il assurera en temps voulu la convocation de l'Assemblée constituante ; il se préoccupera de fournir du pain aux villes et des objets de première nécessité à la campagne ; il assurera à toutes les nations qui peuplent la Russie le droit véritable de disposer d'elles-mêmes. Le congrès décrète : tout le pouvoir sur le plan local passe aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, qui doivent assurer un ordre authentiquement révolutionnaire...*

Le congrès des soviets appelle à la paix et décide l'expropriation des terres

Le congrès prend trois décrets : sur la paix, la terre, le gouvernement. Le premier propose à tous les belligérants une paix immédiate, sans annexions, ni contributions de guerre. Il comprend un appel aux classes ouvrières des grands pays impérialistes d'Europe :

> *Les ouvriers de ces pays ont rendu les plus grands services à la cause du progrès et du socialisme : les magnifiques exemples du mouvement chartiste en Angleterre ; une série de révolutions historiques d'une importance majeure réalisées par le prolétariat français ; enfin la lutte héroïque contre la loi d'exception et un long effort de ténacité et de discipline, qui constitue un exemple pour les ouvriers du monde entier, effort tendant à former des organisations prolétariennes de masse en Allemagne. Tous ces exemples d'héroïsme prolétarien et d'initiative historique sont pour nous la garantie que les ouvriers de ces pays accompliront les tâches qui leur incombent aujourd'hui, qu'ils libéreront l'humanité des horreurs de la guerre et de ses conséquences ; que ces ouvriers, par leur activité multiple, décisive, par leur énergie sans réserve nous aideront à mener avec succès jusqu'au bout la lutte pour la paix et, en même temps, la lutte pour l'affranchissement des masses laborieuses et exploitées de tout esclavage et de toute exploitation.*

Le deuxième décret est la plus radicale réforme agraire que le monde ait connue. Les terres sont confisquées aux propriétaires fonciers et à l'Église orthodoxe pour être confiées aux soviets paysans et aux comités agraires :

> *Lénine avait employé une partie de sa nuit à rédiger le décret sur la terre. Ce seul décret allait rendre le nouveau pouvoir invincible en lui assurant la sympathie de millions de paysans. Lénine y comptait. [...] Dans la rédaction de ce texte décisif, Lénine s'était inspiré de deux cent quarante-deux mandats des Soviets ruraux, concordant avec le programme agraire du Parti socialiste-révolutionnaire. Ainsi, ce dont les socialistes-révolutionnaires n'avaient cessé de parler, les bolcheviks le faisaient, dépossédant du coup le parti gouvernant d'hier du programme qui légitimait son influence sur les campagnes.* (Victor Serge, *L'An I de la révolution russe,* 1930, La Découverte, t. 1, p. 97)

Le troisième concerne le nouveau gouvernement, intitulé, sur suggestion de Trotsky, Conseil des commissaires du peuple : ils sont 15 qui avaient tous connu l'exil ou la prison. Le congrès désigne aussi un nouveau Comité exécutif central des soviets : 71 du PB, 29 du PSR de gauche.

(à suivre)

Intervention au congrès du syndicat CGT du Centre Hospitalier Guillaume Régnier de Rennes (Ille et Vilaine) mardi 2 et mercredi 3 mars 2009

Comme le relève le document d'orientation, le service public est menacé (la Poste, France Télécom, etc.). Le secteur de la santé et celui des hôpitaux ne sont, bien sûr, pas épargnés...

Le gouvernement Sarkozy-Fillon a décidé de s'attaquer au système public de santé avec le budget, la loi Hôpital Santé et Territoires, la loi Bachelot. Comme dans d'autres secteurs, il a décidé de changer le statut des hôpitaux et de l'ouvrir à l'investissement privé, au capital.

Après la privatisation de France Télécom et la création de la Banque postale, chacun comprend que cela équivaut à la privatisation, à la liquidation du statut de fonctionnaire, à l'aggravation des conditions de travail, à la baisse des salaires, à des suppressions d'emplois et à des licenciements. Cela signifierait la fin du service public, la fin de l'égalité d'accès aux soins.

Il faut souligner que c'est seulement depuis la fin janvier que la fédération CGT demande, à juste titre, le retrait de la loi Bachelot. Avant cette date, elle demandait de « peser sur le contenu » car elle considérait que des améliorations étaient possibles même avec ce gouvernement anti-ouvrier.

Mais s'en remettre aux « usagers », s'adresser à tous les élus quelle que soit leur étiquette, faire signer des pétitions, demander un « grand débat public », comme nous le demande la direction de la fédération santé CGT, c'est laisser le gouvernement mettre en place son plan. C'est entraver le nécessaire combat de classe des hospitaliers, les dessaisir de leur avenir en laissant croire que la solution est ailleurs et que leur défense, sans parler de la satisfaction de leurs revendications, pourrait se faire hôpital par hôpital, département par département, région par région...

Le fait que les responsables syndicaux siègent dans toutes les instances possibles, à commencer par le Conseil d'Administration de l'hôpital, n'a jamais empêché la moindre attaque contre les hospitaliers, on l'a vu lors des suppressions de poste, le directeur est passé par-dessus les votes qui lui étaient défavorables. Cela a par contre facilité la collaboration dans « l'intérêt de l'entreprise », donc la tâche du gouvernement.

Par contre, de l'argent, Sarkozy en trouve parfois : 360 milliards d'euros pour les patrons des banques, mais pour les salariés, c'est 400 000 emplois de moins pour les salariés. À l'horizon de juin 2009, le taux de chômage remonterait à 8 % en France métropolitaine... Les statisticiens sont obligés d'aller rechercher jusqu'en 1984 pour retrouver la même envolée du chômage. Nombre de salariés qui conservent leur emploi travaillent moins et gagnent moins. En effet, les entreprises multiplient les mesures de chômage technique : ArcelorMittal, Citroën-PSA, Peugeot-PSA, Renault, Renault Trucks-Volvo, Toyota, Ford, Faurecia, Michelin, STMicroelectronics...

En plus de la santé, les secteurs de l'éducation sont touchés par les « réformes » : 30 000 suppressions de postes de professeurs, raccourcissement de l'enseignement professionnel (le bac pro passant de 4 ans d'études à 3 ans). L'offensive est tous azimuts : la recherche, l'université, les IUT, les lycées...

À ce sujet, dans les rues de Saint-Lô, au moment où Sarkozy clamait son respect des professeurs, sa police gazait, matraquait et arrêtait les enseignants et les lycéens qui osaient protester en sa présence contre les suppressions de postes. Dans ce secteur lycéen, le recul partiel du gouvernement devant le mouvement de la jeunesse scolarisée illustre que la mobilisation, alimentée par la crise du capitalisme, est dangereuse pour lui. La jeunesse est en train de défendre son avenir et montre sa capacité à se mobiliser.

Au CHGR, nous avons une grande quantité de jeunes étudiants à l'IFSI. Je pense que notre syndicat doit aller vers eux et travailler avec eux non seulement à leur défense ponctuelle mais à une prise en charge plus globale des problèmes rencontrés par leur devenir dans l'hôpital qui sera de plus en plus dur. Nous devons prendre cette tâche à bras le corps pour aller vers eux. Nous devons intervenir vers cette future masse laborieuse.

La grève massive du 29 janvier est restée sans perspective, jusqu'à l'annonce d'une autre journée d'action prévue pour le 19 mars. Hallucinant quand on sait que 2 millions à 2,5 millions de salariés sont descendus dans la rue avec de grands secteurs du privé. Les excuses furent nombreuses : les vacances, donner le droit au chef de l'État de donner une réponse aux inquiétudes, etc., etc. On peut quand même se poser la question suivante : les coups donnés et annoncés ne suffisaient-ils pas pour justifier la grève générale ? Combien faudra-t-il être dans la rue ? Combien de milliers de chômeurs en plus faut-il ? Combien de licenciements ? Combien de mise au chô-

mage partiel ? Combien de SDF, de précaires, d'exclus en plus ? Combien de bénéficiaires à la CMU en plus etc. etc. pour que les dirigeants syndicaux comprennent que ce n'est pas en accumulant les journées d'action, de manifestations, de débrayages que l'on pourra gagner sur nos justes revendications ?

Pendant ce temps, le gouvernement essaye de gagner du temps : télévision, négociations, tables rondes, Grenelle divers, envois de médiateurs et aussi envoi de policiers comme en Guadeloupe, St Lô... Par rapport à cela, je soumettrai au congrès une motion du même type que celle adoptée au congrès départemental santé CGT d'Ille et Vilaine.

Pour conclure je pense que ce congrès est un moment important pour réfléchir, proposer et nous unir pour que demain, la classe ouvrière toute entière dont nous faisons partie ne vive pas une période noire.

Motion adoptée par le congrès

Le syndicat GGT du CHGR, réuni en congrès les 2 et 3 mars 2009, condamne toutes les attaques qui se trouvent dans le projet Hôpital, Patients, Santé et Territoires présenté par le gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot et exige :

- le maintien de tous les hôpitaux publics
- l'augmentation des crédits de fonctionnement
- la création des postes nécessaires et la titularisation de tous les contractuels ou travailleurs précaires
- l'abrogation du forfait hospitalier, le remboursement intégral de tous les soins
- la défense des statuts de la fonction publique hospitalière
- la non privatisation de tous les services de soins, techniques, administratifs, logistiques de l'hôpital

Il demande à la fédération CGT Santé Action Sociale de stopper le processus démobilisateur et inefficace des journées d'action à répétition; il mandate la direction fédérale CGT en lien avec la confédération : refusez tout projet de loi, préparez dès maintenant une manifestation nationale à l'Assemblée Nationale pour empêcher son adoption s'il est présenté et organisez la mobilisation jusqu'au retrait du texte.

(pour : 18, contre : 6, abstentions : 13)

Intervention à l'AG du lycée Vial de Nantes (Loire atlantique) lundi 16 mars 2009

Depuis notre dernière assemblée générale, le sort de millions de travailleurs s'est dramatiquement dégradé. Le gouvernement n'a aucunement renoncé à ses attaques. Au mieux, il les reporte temporairement, sans y renoncer ; au pire, il les poursuit et les applique dans les hôpitaux, les écoles, les lycées professionnels, les collèges et les lycées où les postes sont supprimés.

Mais il se heurte à plus de méfiance et plus de résistance, au point que, parfois, les directions syndicales refusent de le cautionner comme elles le faisaient jusqu'alors systématiquement. Le SNES s'est retiré de la mise au point du projet contre les lycées, le SNESup a refusé de réécrire le décret Sarkozy-Pécresse contre les enseignants-chercheurs. Le caractère massif des manifestations du 29 janvier témoigne aussi de la révolte contre la crise capitaliste et de la volonté de lutter contre les mesures du gouvernement.

Les formateurs des IUFM, les enseignants chercheurs, les étudiants luttent depuis des semaines. Pour autant, leur combat est affaibli par le refus des syndicats étudiants et enseignants d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait de toutes les attaques du gouvernement.

Les travailleurs ne cherchent pas la lutte pour la lutte, et encore moins qu'elle dure, surtout si c'est pour perdre. Pour gagner, il faut affronter le gouvernement, le vaincre. Pour cela, notre arme est la grève générale. Les journées d'action sont inefficaces. Les travailleurs de la Guadeloupe, laissés criminellement isolés par les directions confédérales françaises, ont ainsi montré leur force. Nous devons faire de même, par la grève générale.

Intervention à la réunion du syndicat CGT des travailleurs territoriaux d'Aulnay sous Bois (Seine-Saint-Denis) jeudi 5 mars 2009

Tous les jours de nouveaux travailleurs sont licenciés et des milliards partent pour les banques, des sommes astronomiques sont versées aux patrons, comme hier Valéo. Est-ce que c'est à nous, qui produisons toutes les richesses, de payer la crise des patrons ?

Le 29 janvier, nous étions 2 millions dans la rue. Pourquoi ? Pour que les dirigeants de notre syndicat rencontrent Sarkozy le 18 février ? Mais de quoi discutent-ils avec celui qui a encore refusé catégoriquement toute augmentation de salaire, l'interdiction des licenciements pour nos familles, et le rétablissement d'un seul poste ? Les travailleurs, nos collègues, n'ont pas envie de discuter avec ce Président d'un "fonds d'intervention social". Ils ne veulent pas discuter de comment accompagner les licenciements des patrons !

On connaît tous des travailleurs et travailleuses qui ne vont plus manifester lors des journées d'action car ils ne veulent plus perdre pour rien une journée de salaire. Ils savent que ce n'est pas comme ça qu'on gagne. Les pressions sur ce gouvernement ne servent à rien : il faut le combattre. Nous savons bien que ce n'est pas en attendant le 19 mars qu'on va gagner. Qu'est-ce que les dirigeants de notre syndicat attendent ? Cette fois on ne peut pas nous faire croire que les travailleurs ne sont pas prêts : il faut que les dirigeants de tous les syndicats appellent à la grève générale.

Interruption : "Tu veux faire comme en Guadeloupe"

Oui, une grève générale et non pas des journées d'action, pour arracher 200 euros pour tous, contre les licenciements et la vie chère.

Motion de l'AG des enseignants Nanterre (Hauts de Seine) jeudi 19 mars 2009

Le collectif local « de la maternelle à l'université » réunie en AG de grève le 19 mars à Nanterre s'adresse à toutes les directions syndicales pour que, comme en Guadeloupe, elles préparent et organisent et appellent à la grève générale pour la satisfaction de nos revendications.

(17 pour, 1 abstention)

Intervention à l'AG de 1 500 étudiants, enseignants et personnels BIATOSS du campus Croix-Rouge de l'université de Reims (Marne) lundi 16 mars 2009

Nous étions 3 millions à défiler dans toute la France jeudi dernier, ce qui est une ampleur assez exceptionnelle, et qui témoigne du rejet massif de la politique du gouvernement. Parmi ces 3 millions, la communauté universitaire était massivement représentée. Le soir même, le premier ministre parlait à la télé pour exprimer tout son mépris. Le lendemain, le ministre de l'éducation écrivait une lettre où il disait que la réforme des concours d'enseignement restait inchangée, seulement sa mise en œuvre serait repoussée d'un an. Ca veut dire qu'il cherche à calmer le jeu sans rien lâcher sur le fond, mais nous ne sommes pas dupes.

Maintenant, qu'est-ce qu'on attend ? Une nouvelle manif à 4 millions, 5 millions, 6 millions ? On attend le 1e mai ? Non, les journées d'action ont montré leurs limites.

En Guadeloupe, les travailleurs ont dû faire 44 jours de grève générale pour obtenir satisfaction - partielle - de leurs revendications. Aujourd'hui, pour gagner, les directions de nos organisations syndicales doivent appeler à la grève générale des universités et organiser une manifestation nationale à Paris pour faire capituler le gouvernement.

Abonnement à Révolution Socialiste

10 euros pour 5 numéros en France / 15 euros en Europe, en Guadeloupe, en Martinique / 20 euros ailleurs
par timbres ou par chèque à l'ordre de Re-So

Découper ou copier, remplir et envoyer à :
Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

☐ Mme ☐ Mr Nom ..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Localité..... Pays.....

Adresse électronique .....@.....